

journal de l'exposition

XX^e siècle

architecture
en rhône-alpes



Architecture du XX^e siècle en Rhône-Alpes

Note aux lecteurs et aux visiteurs de l'exposition

Architecture du XX^e siècle en Rhône-Alpes est un événement qui couronne plusieurs années de travail d'inventaire et de sélection de bâtiments et d'ensembles urbains qui ont marqué le XX^e siècle dans la région Rhône-Alpes. Ce travail a été réalisé grâce au soutien du Ministère de la Culture (DRAC Rhône-Alpes) et du Conseil régional Rhône-Alpes. Il a été confié à l'Union Régionale des CAUE Rhône-Alpes dont la mission, fondée sur la Loi sur l'Architecture du 3 janvier 1977, est de promouvoir l'architecture qui est d'intérêt public. L'URCAUE a demandé à Bernard Marrey de valoriser cet inventaire par l'écriture d'un guide, avec de nombreux parcours de découverte, publié par l'URCAUE en co-édition avec les Éditions Picard. Une exposition accompagne la sortie de cet ouvrage et circulera à partir de novembre 2004 dans les huit départements de Rhône-Alpes, dans les établissements scolaires et les mairies qui en feront la demande. Ce journal est conçu pour accompagner l'exposition dans l'idée d'un outil pédagogique à destination de tous ceux qui s'intéressent à l'architecture et plus globalement aux paysages de Rhône-Alpes. L'URCAUE s'est engagé à livrer cet inventaire sur la base de données Mérimée du Ministère de la Culture. Les lecteurs pourront ainsi retrouver un grand nombre de bâtiments cités dans l'exposition comme dans le guide sur le site : www.culture.gouv.fr/documentation/merimee

Les lycées peuvent également se mettre en relation avec les CAUE dans le cadre du Passeport Culture du Conseil Régional Rhône-Alpes sur le site : www.cr-rhone-alpes.fr

Renseignements : URCAUE Rhône-Alpes, 6 bis quai Saint-Vincent 69283 Lyon Cedex 01
Tel : 04 72 07 44 55 et sur le site www.archi.fr/caue69

1^{ère} de couverture [légendes de haut en bas] : Valence, maison individuelle à ossature bois (Michel-Philippe Périn-Dureau, Pierre Traversier, 1988) - Rhône, maison individuelle (Christian Drevet, 1998) - Challes-les-Eaux (Savoie), unités d'habitations groupées (Henri et A. Vidal, 1994) - Romans (Drôme), maison individuelle (vers 1960-1970) - Labeaume (Ardèche), maison Unal (Claudie Häusermann-Costy et Joël Unal, 1973-2003) - Grilly (Ain), villa « Le Dolmen » (Pascal Häusermann, 1959) - Ponsas (Drôme), atelier de poterie Brunet (Pascal Häusermann et Claudie Häusermann-Costy, 1970) - Megève (Haute-Savoie), maison-atelier Le Môme (Henry-Jacques Le Môme, 1928-1929) - Saint-Étienne, hôtel particulier (Armand Subit et Henri Gouyon, 1931) - Lyon, villa Tony Garnier (Tony Garnier, 1910-1912) - Courchevel (Savoie), chalet (Denys Pradelle, 1949-1950) - Valence, maison Cessieux (Henri Joulie, 1910). Crédits photographiques : CAUE du Rhône, CAUE de Savoie, Alain Ceccaroli, Christian Drevet, Daniel Vallat, Pierre Vallet.

Sommaire

Avant-propos

L'habitat p.6

L'immeuble d'habitation

La villa

Cités et H.B.M. de l'entre-deux-guerres

Logements H.L.M. et Grands ensembles

Les services publics p.14

L'œuvre municipale de l'entre-deux-guerres

Les équipements de la croissance

Le retour du monument

L'art sacré p.20

La modernité de l'art sacré

L'économie et les échanges p.22

L'architecture industrielle, commerciale et tertiaire

Le tourisme et les loisirs p.24

Le thermalisme

L'architecture en montagne

Les nouveaux loisirs

Les ouvrages d'art et les transports p.30

Les barrages

Les équipements ferroviaires

Les réseaux routiers et autoroutiers – ponts et viaducs

L'automobile et les transports en commun

Les figures majeures de l'architecture du XXe siècle en Rhône-Alpes p.38

Les enjeux contemporains p.46

Le patrimoine architectural du XXe siècle en Rhône-Alpes

L'environnement et le cadre de vie

Rhône-Alpes : Champ d'application de la modernité au XX^e siècle

Il serait vain de chercher dans la région Rhône-Alpes une quelconque unité climatique, géographique, historique et architecturale. Des Alpes de Savoie au Massif central, de la vallée du Rhône à la plaine de l'Ain, la région Rhône-Alpes offre une très grande diversité paysagère, structurée par les montagnes, les fleuves et les rivières. Après la loi du 5 juillet 1972 qui institue les établissements publics régionaux, la loi du 2 mars 1982 pose les fondements du processus de décentralisation des collectivités locales françaises. Au même titre que ses consœurs, la région Rhône-Alpes, née de la réunion administrative de huit départements (Ain, Ardèche, Drôme, Haute-Savoie, Isère, Loire, Rhône et Savoie), devient alors une collectivité territoriale à part entière, bien que dépourvue de fondements culturels et historiques.

À l'époque contemporaine, l'industrialisation et le développement des échanges ont fortement contribué à rapprocher les territoires dont l'unité actuelle se concrétise essentiellement par les réseaux fluviaux, ferroviaires, routiers et autoroutiers qui marquent profondément la physionomie des paysages, dans les sillons alpin et rhodanien en particulier. Une situation géographique privilégiée dans le quart sud-est de la France devait favoriser le développement des échanges nationaux et transfrontaliers. Le passage d'une économie demeurée longtemps rurale à l'industrie lourde, à la production d'énergie électrique et atomique ou encore au tourisme constitue certainement l'un des traits les plus marquants de la région Rhône-Alpes. L'architecture sera le fidèle reflet des mutations économiques, sociales mais aussi démographiques et culturelles que connaissent les

villes et les régions. Si le poids de l'histoire demeure présent, Lyon, Saint-Étienne tout autant que Chambéry, Valence ou Grenoble sont des villes dont les physionomies ont été profondément transformées au cours des XIX^e et XX^e siècles.

L'architecture et l'urbanisme contemporains comptent parmi les éléments majeurs d'un patrimoine commun aux habitants de la région Rhône-Alpes et au réseau de ses huit grandes villes, dans une diversité monumentale sans équivalent en France et une multiplicité de formes dont certaines constituent aujourd'hui des jalons majeurs de l'architecture contemporaine.

L'exposition s'organise autour de sept thématiques : l'habitat, les services publics, l'art sacré, l'économie et les échanges, le tourisme et les loisirs, les ouvrages d'art et les transports, les enjeux contemporains.

Philippe Dufieux

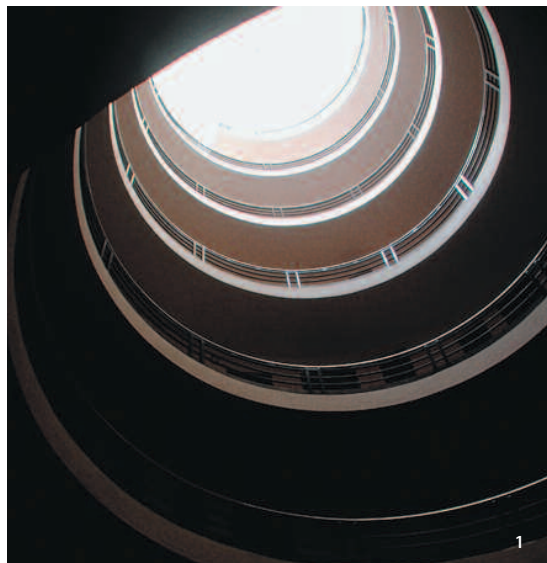
Docteur de l'Ecole pratique des hautes études
Chargé de projet au CAUE du Rhône
Commissaire de l'exposition

L'habitat

L'IMMEUBLE D'HABITATION

L'importance croissante de l'hygiène et du confort a fortement contribué à transformer la distribution de l'habitat, les maisons individuelles comme les immeubles. L'évolution de l'habitat au cours du XX^e siècle se confond de fait avec la rationalisation des circulations (horizontales et verticales) et ce souci se traduit en plan comme en élévation par la prise en compte progressive de toutes les fonctions devant s'appliquer à l'habitation moderne (cuisine, sanitaires, salle de bains, chauffage, rangements, offices, escaliers). La mise en œuvre rationnelle du béton armé par le système de l'ossature devait avoir une incidence majeure sur la distribution des espaces intérieurs mais également sur la simplification formelle des élévations, dans l'emploi de motifs inspirés de l'architecture des paquebots (balcons et hublots), la diffusion progressive de la baie horizontale (bow-windows) et les couvrements en toitures-terrasses. Dans les années 1960, se développent des constructions associant béton armé, structures métalliques et parois en verre, rompant délibérément avec les tissus urbains traditionnels. La pré-fabrication et l'industrialisation du bâtiment tendent à uniformiser les constructions, même si de nombreux architectes apportent un soin particulier dans l'aménagement des espaces collectifs, des entrées notamment. L'unité d'habitation construite à Firminy par Le Corbusier devait connaître localement une grande postérité dans le logement social comme dans l'immeuble d'habitation, avant que la remise en cause des grands ensembles n'amène les architectes à étudier des types d'habitations intermédiaires. Le hameau du Menel à Meximieux (Ain, 1970-1975), la Résidence 2000 (1971-1975) tout autant que le quartier de

l'Arlequin (1963-1973) à Grenoble témoignent de recherches architecturales et urbaines qui, après les expériences des années 1950-1960, reconsidèrent le lien social comme valeur fondatrice de la vie urbaine. Au milieu des années 1960, la tour de logement tend à se substituer à l'immeuble, comme en témoignent dans la région les ambitieuses tours de l'Île Verte à Grenoble (1962-1970) ou encore celle de La Duchère à Lyon (1972). Alors que l'urbanisme des ZUP s'étend à la périphérie des villes, de nombreuses entreprises de rénovations urbaines et de reconversions d'anciens sites industriels sont menées dans les années 1970-1980 (quartiers Cuvrière et Saint-Martin à Vienne, 1973-1980). Une profonde réflexion s'engage alors sur le devenir des centres anciens, sur fond de questions touchant à la densité et à l'adaptation de la ville à la circulation automobile. Le quartier des Étoiles à Givors (Rhône, 1974-1980), conçu par Renaudie, s'affiche comme une véritable alternative face à la brutalité des rénovations urbaines contemporaines et annonce la conception d'opérations plus intégrées (La Chevalière à Chambéry, 1973-1978). Alors que l'architecture du logement fut l'un des champs d'expérimentation les plus innovants jusque dans les années 1970, dans le logement social en particulier, synonyme de progrès et de confort moderne, l'immeuble se banalise considérablement. Depuis les années 1990, un renouveau se fait sentir à l'initiative de promoteurs publics et privés sous l'impulsion d'élus soucieux d'offrir des opérations de qualité dans le cadre de Z.A.C. (Zones d'aménagement concerté), même si celles-ci demeurent trop limitées à des opérations spécifiques (concours European, Rex, solaire, H.Q.E.).



1



2



3



4

1. Saint-Étienne – « maison sans escalier » Architecte : Auguste Bossu, 1933
2. Lyon - immeuble d'habitation Architecte : Emmanuel Cateland, 1910
3. Lyon - immeuble d'habitation Architecte : Jean Zumbrunnen, 1958-1965
4. Meximieux (Ain) - hameau du Menel Architectes : Atelier Gagès et Gabriel Roche, 1970-1975

L'habitat

LA VILLA

Au cours du XX^e siècle, l'habitation individuelle tient une place majeure dans les théories du mouvement moderne, bien avant le logement de masse. C'est précisément dans le programme des villas que les figures de l'avant-garde architecturale (Le Corbusier, Mallet-Stevens, Lurçat) réalisèrent leurs premières expériences puristes. Au début des années 1920, Le Corbusier définit les principes de sa nouvelle architecture au cours de chantiers qui sont autant d'expérimentations, qu'il s'agisse des maisons-ateliers conçues pour Ozenfant (1923) et Lipchitz (1924), de la villa La Roche ou encore de la villa de Monzie à Garches (1927). L'originalité essentielle de ses villas réside dans l'application de plusieurs principes générateurs obtenus par l'exploitation rationnelle du béton armé : plan libre, façade libre, toiture-terrasse et pilotis. Pour autant, à l'exception notable de la villa Le Même à Megève (1928-1929), l'influence du mouvement moderne sur l'évolution de la maison individuelle dans l'entre-deux-guerres fut visiblement

très limitée en Rhône-Alpes. Ces travaux se distinguent des villas construites par Tony Garnier à Saint-Rambert (Lyon, villa de l'architecte, 1910-1912 ; villa de Catherine Garnier, 1912 et 1919 ; troisième villa, 1917 et 1924), dans une recherche de primitivisme méditerranéen interprétant les modèles passés et présents, des villas pompéiennes aux habitations à cours intérieures du monde arabe. Si le modèle de villa « à l'antique » de Garnier connut une certaine postérité locale, la villa La Ferrandière (Villeurbanne, 1921-1925) en témoigne, il semble au demeurant que le régionalisme se soit diffusé très tardivement dans l'entre-deux-guerres, notamment dans les stations thermales. Au cours du siècle, les questions de confort prennent une importance croissante dans le domaine de l'habitat, dans la villa tout particulièrement. Dans la région Rhône-Alpes, le tourisme en montagne a généré une réflexion spécifique sur la maison individuelle, appliquée certes à l'urbanisme des stations de sports d'hiver. Les travaux de Le



Même comme ceux de Denys Pradelle, auteurs de nombreux chalets de villégiature, témoignent de spéculations typologiques animées d'un véritable souci d'intégrer l'architecture aux sites naturels, dans une modernité qui conjuguant des caractères formels de l'habitat traditionnel avec des recherches innovantes (distributions et équipements). Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la maison individuelle demeure un type de chantier propice à des expressions formelles et techniques innovantes, de la maison circulaire aux modèles préfabriqués. Au même moment, Jean Prouvé élabore des modèles de maisons démontables dans l'idée d'industrialiser la production. Dans les années 1960, les questions touchant à la fluidité de l'espace (décloisonnement des pièces d'habitations), à la continuité entre l'intérieur et l'extérieur, au rapport de la maison avec la nature animent les réflexions des architectes. La maison devient un véritable laboratoire dans lequel l'architecte traduit les aspirations de ses clients, comme en

témoignent les œuvres de Georges Adilon ou encore celles de Robert Dussard dans la région lyonnaise. Les structures en formes de capsules connaîtront localement une expression inédite dans les maisons construites par Häusermann, qu'il s'agisse de la villa Le Dolmen à Grilly (Ain, 1959) ou encore de l'atelier de poterie Brunet à Ponsas (Drôme, 1970). L'architecture biomorphique de ces villas poursuit l'ambition d'une idylle entre l'homme et la nature, en revêtant parfois l'aspect d'un coquillage ou d'un gros galet (Grilly). Dans les années 1970, la « maison de ville » et « l'habitat groupé » se développent dans les villes nouvelles. Certaines rénovations urbaines s'inscrivent dans ces derniers types, bien que relevant du logement H.L.M., à l'image du village de Grillon (Vaucluse, G.-H. Pingusson, 1974-1978). Alors que la demande n'a jamais été aussi forte, au cours des années 1980-1990, la maison individuelle se banalise dans des ensembles pavillonnaires qui trop souvent défigurent les abords des villes et des villa-



1. Grilly (Ain) - villa « Le Dolmen »
Architecte : Pascal Häusermann, 1959
2. Lyon - maison individuelle
Architecte : Christian Drevet, 1998
3. Megève (Haute-Savoie) - maison-atelier de l'architecte Le Même
Architecte : Henry-Jacques Le Même, 1928-1929
4. Ruoms (Ardèche) - maison Unal
Architectes : Claudie Häusermann-Costy et Jean Unal, 1973-2003

L'habitat

CITÉS H.B.M. DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

A la veille de la première guerre mondiale, quatre lois posent les fondements du développement des Habitations à Bon Marché (H.B.M.) en France : la loi Siegfried (1894), la loi Strauss (1906), la loi Ribot (1908) et la loi Bonnevay (1912) ; cette dernière consacre l'intervention de la puissance publique dans le domaine du logement. Jusqu'alors, cette question relevait de la seule initiative privée, les pouvoirs publics se refusant d'intervenir dans la régulation de la spéculation immobilière. La loi Bonnevay permet désormais aux communes et aux départements de créer des sociétés et des offices publics chargés de

l'aménagement, de la construction et de la gestion d'immeubles, la création de cités-jardins ou encore de jardins ouvriers. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, de nombreuses cités ouvrières sont créées à l'instigation d'industriels soucieux d'améliorer les conditions de vie de leurs employés, comme en témoigne la cité Déchelette à Amplepuis (Rhône) ou encore la cité des Charmettes à Ugine (Savoie, 1908-1910). Malgré les dispositions législatives votées avant 1914, longtemps l'État refuse d'intervenir massivement dans le domaine du logement. Dès lors, il revient aux municipalités de tenter de résorber les énormes besoins par la mise en œuvre de nombreux chantiers. Nombre de contemporains sont alors partagés entre la cité ouvrière et le modèle de la cité-jardin qui connaîtra de nombreuses applications dans l'entre-deux-guerres ; le logement à finalité sociale revêt des formes variées. Au début du XX^e siècle, toutes les réflexions de Tony Garnier se por-

tent sur l'habitation humaine et l'organisation de la cité, les typologies de ses constructions comme la structure de ses édifices. Alors que la Cité industrielle connaît une application partielle notamment au nouveau quartier des États-Unis à Lyon (1928-1935), Villeurbanne se tourne délibérément vers les modèles américains. Dans l'entre-deux-guerres, les offices d'H.B.M. (départementaux et municipaux) multiplient les chantiers de logements sociaux et leurs efforts seront amplement soutenus par les municipalités et les industriels de la région. Pourtant, ces initiatives paraissent très insuffisantes au regard des besoins et le législateur prend tardivement conscience de l'urgence de la situation. En 1928, la loi Loucheur prévoit sur une période de 5 ans un programme de financement public permettant la réalisation de 260 000 logements (accession et locatif) ; 200 000 habitations à bon marché et 60 000 à loyers moyens. Cette politique d'urgence est mise en œuvre afin de conjurer les effets de la crise économique et la paupérisation croissante des agglomérations urbaines. Malgré les efforts consentis par la puissance publique entre 1919 et 1939 et alors que l'insalubrité et les bidonvilles ne cessent de se développer, la France accuse un déficit considérable au regard des autres pays européens, l'Angleterre et l'Allemagne en particulier. Dans l'entre-deux-guerres, la France ne construit que 1 800 000 logements dont 175 000 édifiés par les organismes H.B.M. et 300 000 par les industriels philanthropes. Au cours de la même période, l'Angleterre n'en construit pas moins de 3 660 000, l'Allemagne, plus de 4 millions.



1



2



3

1. Lyon - quartier des États-Unis

Architecte : Tony Garnier, projet : 1920,

travaux : 1928-1935

Réhabilitation : AABD Bruno Dumétier,

Paysagistes : Ilex, 1996

2. Saint-Maurice de Beynost (Ain)

Établissements et cité Toray

À partir de 1929

3. Villeurbanne (Rhône) - quartier des Gratte-ciel

Architecte : Mōrice Leroux, 1931-1934

L'habitat

GRANDS ENSEMBLES ET LOGEMENTS H.L.M.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il manque plus de 2 millions de logements en France, auxquels s'ajoutent les 2 millions de logements détruits, soit plus de 4 millions d'unités à construire ou à reconstruire. Eugène Claudius-Petit (1907-1989), nommé en 1948 ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (M.R.U.), est l'un des acteurs majeurs de la reconstruction en France. Fasciné par les théories de Le Corbusier, il prône une politique prioritaire et massive de construction de logements nouveaux en privilégiant la standardisation et la rationalisation du bâtiment. Claudius-Petit parvient à faire admettre que le logement populaire concerne l'ensemble de la population française et transforme l'appellation H.B.M. en H.L.M. (Habitations à loyer modéré). Mais les résultats de cette politique volontaire tardent à venir. Il faudra les événements dramatiques de l'hiver 1954 et le célèbre appel de l'abbé Pierre pour qu'une véritable prise de conscience s'élève dans l'opinion publique en faveur des sans-abris et des mal-logés. Au

début des années 1950, l'État engage la construction des Unités de voisinage de Bron-Parilly (Rhône), jalon majeur dans l'histoire des grands ensembles de l'après-guerre et dont l'ascendance corbuséenne préfigure la généralisation de l'urbanisme de barres aux quartiers de logements. Peu après, le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme Pierre Sudreau fait adopter une série de décrets touchant à la création des Z.U.P. (Zone à urbaniser en priorité), obligeant à l'engagement de vastes opérations qui conduisirent à créer une rupture radicale dans l'évolution morphologique urbaine en établissant un nouveau type de quartiers, dénommés désormais « grands ensembles ». Mais l'augmentation croissante de la part consacrée aux logements sociaux dans ces ensembles eut pour effet de rendre plus difficile encore la mixité sociale. Devant les limites de ces opérations, le législateur instaure au début des années 1970, une nouvelle procédure d'urbanisme, les Z.A.C. (Zone d'aménagement concerté), où les concepteurs seront plus attentifs à l'importance des espaces publics et des équipes



ments collectifs. À la fin des années 1950, les réflexions portant sur l'évolution des villes et les problèmes urbains aboutissent à la mise en place de politiques de rénovations urbaines. Les formes linéaires et massives adoptées par les grands ensembles sont alors transposées aux centres des villes afin de créer une vie collective nouvelle. Mais devant l'échec de ces opérations, l'État développe dans les années 1960 une politique de métropoles d'équilibre par la création de villes nouvelles et moyennes à l'image de L'Isle-d'Abeau (Isère). La volonté de rompre avec l'urbanisme de barres et de tours voit la réalisation de types d'habitats intermédiaires, dont le quartier de l'Arlequin à Grenoble est l'une des expressions contemporaines les plus novatrices. La marginalisation progressive des grands ensembles, leur exclusion physique et symbolique tout autant que les effets de la crise économique des années 1970 amènent un processus de paupérisation aggravé encore par de multiples problèmes liés à l'intégration des populations et à la mixité sociale.

Le grand ensemble,

longtemps synonyme de progrès technique et de confort moderne, est désormais contesté et rejeté. La planification urbaine (S.D.A.U - P.O.S.), qui n'a pas remédié aux déséquilibres fonctionnels des villes, fait place au début des années 1990, à la politique de la ville qui se définit désormais par le développement social urbain et s'articule autour de deux notions : le « droit au logement » et la « mixité sociale ». La loi d'orientation pour la ville (L.O.V.), du 13 juillet 1991, pose le principe d'un « droit à la ville » sur fond de mixité sociale, dans le but de freiner la concentration de logements sociaux et de veiller à leur répartition plus équilibrée dans les grandes villes (Paris, Lyon, Marseille). Pour la première fois en France, un texte législatif remet en question l'urbanisme de barres et de tours avant que ne s'engagent de vastes entreprises de rénovation urbaine. Par ses implications multiples, le logement social se retrouve au centre de toutes les réflexions portant sur la ville contemporaine.



1. Givors (Rhône) - Les Étoiles
Architecte : Jean Renaudie,
1974-1980

2. Firminy (Loire) - unité
d'habitation de grandeur
conforme

Architectes : Le Corbusier et
André Wogenscky, 1964-1967

3. Ambérieu-en-Bugey (Ain)
logements « Innovation »
Architectes : Michel Andrault
et Pierre Parat, 1977

Les services publics

L'ŒUVRE MUNICIPALE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

De l'essor commercial, industriel et démographique résultent des ressources nouvelles auxquelles recourent les communes pour répondre à leurs nouvelles charges dans les domaines de l'instruction (écoles), de la bienfaisance, de la justice, du sport, de la santé (dispensaires), des loisirs et de la culture (bibliothèques). De 1870 à 1914, le programme des constructions communales connaît une inflation qui aboutit à la multiplication de bâtiments municipaux plus aptes à répondre à ces besoins spécifiques. L'hôtel de ville et les écoles mises à part, les autres constructions témoignent d'une architecture longtemps strictement utilitaire pour des raisons d'économie. Mais à partir des lois scolaires de 1882, le dessein de la République se confondra de fait dans les groupes scolaires municipaux qui se multiplient dans les années 1880-1900. Quels sont les grands équipements publics d'une ville moderne au début du XX^e siècle ? Si l'on considère l'œuvre de Tony Garnier, ceux-ci touchent essentiellement à l'approvisionnement en viande

(abattoirs de La Mouche à Gerland), aux soins (hôpital de Grange-Blanche et projets de sanatoriums) ainsi qu'au sport (stade de Gerland). L'hôpital de Grange-Blanche, construit par Garnier entre 1910 et 1933, demeure un modèle de rationalité constructive et d'organisation spatiale dans une application tardive du système pavillonnaire que la découverte des antibiotiques devait rendre complètement obsolète au début des années 1930. L'hôpital de Vienne (G. Grange), premier hôpital « monobloc » de la région, témoigne de ces avancées scientifiques et concentre alors tous ses services en un seul bâtiment, caractérisé par la superposition verticale des « pavillons ». Après les constructions scolaires et de santé publique, l'une des ambitions des municipalités de l'entre-deux-guerres est d'apporter une réponse à la crise endémique du logement par la mise en œuvre de constructions H.B.M. qui prendront la forme de cités-jardins ou de cités ouvrières. Au début des années 1930, la politique d'équipements sociaux s'intensifie, en particulier dans les quartiers



périphériques. Nombre de cités-jardins ouvrières s'organisent alors en véritables quartiers modèles du socialisme municipal, avec des centres sociaux, des écoles, des jardins ouvriers, des foyers et des salles de réunions. Parmi les grands équipements municipaux de l'entre-deux-guerres, les « palais du Peuple » ou les bourses du Travail sont destinés à regrouper les services publics à destination des populations. Ce nouveau programme puise ses fondements dans la philanthropie sociale de la fin du XIX^e siècle. Les bourses du Travail sont les lieux de rassemblement du monde ouvrier, elles sont construites sous l'égide des municipalités (157 en France en 1907). Édifice par nature polyvalent, le programme tout autant que l'organisation spatiale et formelle des bourses du Travail se complexifie dans la première moitié du XX^e siècle en un lieu associant de multiples fonctions (théâtre, cinéma, bibliothèque, atelier et école, salle de réunions syndicales). Ces édifices ont généré un type d'espace (grandes salles de meetings et de spectacles) dont l'ampleur a largement favorisé l'utilisation du béton armé. L'ensemble des Gratte-ciel de Villeurbanne, comprenant un hôtel de ville, un théâtre et des services sociaux demeure un modèle en ce domaine. C'est au niveau municipal qu'eurent lieu, en ce début du XX^e siècle, des expériences qui comptent parmi les plus novatrices du moment, à l'image de l'œuvre de Tony Garnier et des gratte-ciel de Villeurbanne. La santé, le sport, les équipements sociaux et de services publics, tels sont les champs d'action des municipalités dans l'entre-deux-guerres.



1. Lyon - hôpital Édouard Herriot (anciennement Grange-Blanche)
Architecte : Tony Garnier, 1910-1933

2. Villefranche-sur-Saône (Rhône) – piscine municipale
Architecte : Léon Wéber, 1935-1938

3. Bellegarde-sur-Valserine (Ain) – hôtel de ville
Architecte : Kohn-Lavergne, 1932

Les services publics

LES ÉQUIPEMENTS DE LA CROISSANCE



1. Uriage (Isère) - hôpital de rhumatologie Architectes : Groupe 6, 1977
2. Firminy (Loire) - espace Le Corbusier (anciennement Maison de la Culture) Architecte : Le Corbusier, 1961-1965
3. Lyon - auditorium Maurice Ravel Architectes : Henri Pottier et Charles Delfante, 1973-1975
4. Grenoble - stade de glace Ingénieur : Nicolas Esquillan, architectes : R. Demartini et P. Junillon, 1967-1968

L'expansion économique des Trente Glorieuses favorise la diffusion de la culture moderne et tous les champs de l'architecture bénéficient des solutions techniques ingénieuses mises en œuvre dans la construction massive de logements. Le béton armé se généralise tandis que l'architecture métallique connaît un développement considérable à la faveur de la diffusion des constructions à ossature. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'État devient le principal acteur de l'architecture en France et la construction de grands ensembles s'accompagne d'un important effort d'équipements publics. L'architecture administrative tend à suivre l'évolution typologique de l'immeuble de bureaux (bâtiment isolé, construction en béton et en acier, structure apparente, revêtements en métal ou en verre), même si par la nature de leurs fonctions, certains équipements publics revêtent une solennité étudiée, à l'image du palais de justice d'Annecy (1969) et du nouvel hôtel de ville de Grenoble (1968). Les équipements culturels, sportifs, d'éducation et hospitaliers connaissent de profonds bouleversements dans les années 1950-1960. Les maisons de la Culture demeurent le symbole du vaste programme décidé par André Malraux en 1964 et donne lieu à d'innovantes recherches formelles à l'image de la plastique herculéenne de celle de Firminy (Loire), construite par Le Corbusier (1961-1965), qui précède de peu la maison de la Culture de Grenoble (1967-1968). Les grands programmes conjuguent rigueur géométrique et matériaux performants, à l'image du palais des sports de Saint-Étienne (1965-1966) ou encore des piscines « Tournesol ». Dans les années 1950, la construction d'écoles, de lycées et de CES s'est rationalisée afin de répondre aux besoins créés par le baby-boom de l'après-guerre. Les principes de fonctionnalité, d'ensoi-

lèvement et d'orientation mais également le souci de végétaliser les espaces président à la définition de l'architecture scolaire contemporaine. Comme pour de nombreux types d'équipements, la normalisation des programmes facilite l'industrialisation de la construction (ossature en béton, huisseries en bois ou en métal). Plus encore que l'architecture scolaire, c'est véritablement l'architecture universitaire qui focalise toutes les recherches du moment. À la fin des années 1960, le campus de Grenoble fait l'objet d'un vaste projet sur la commune de Saint-Martin-d'Hères (Isère) et traduit l'influence des ensembles universitaires américains. Les événements de 1968 et la remise en cause du système universitaire amènent une nouvelle réflexion sur l'organisation de ce type d'équipement. Construit peu après la loi initiée par Edgar Faure sur l'enseignement supérieur, l'université de Bron-Parilly (Rhône, 1968-1972) témoigne des spéculations contemporaines sur la notion de prolifération architecturale structurée par un cheminement piétonnier. Entre 1968 et 1970 se forment également les Unités pédagogiques d'architecture dont l'enseignement devient désormais indépendant des écoles des beaux-arts (École d'architecture de Grenoble, 1976-1978). L'hôpital connaît également une profonde mutation. Indépendamment du contrôle strict de l'asepsie, une attention nouvelle à l'humanisation des établissements se fait jour et se traduit notamment par la généralisation des chambres individuelles mais aussi par l'importance désormais attribuée aux espaces de convivialité et d'accueil. La typologie hospitalière évolue rapidement vers des unités « monobloc » ou « tour sur socle », concentrant verticalement l'hébergement tandis que les services techniques et de santé sont réunis à la base des établissements.

Les services publics

LE RETOUR DU MONUMENT

A lors que l'architecture de l'habitat focalise jusqu'à la fin des années 1960 la demande sociale et la recherche, depuis le début des années 1980, c'est l'édifice public qui légitime l'actualité architecturale. Après les choix modérés de Giscard d'Estaing, les grands chantiers des septennats de François Mitterrand marquent une période faste de la commande publique contemporaine et témoignent d'une volonté d'édification exceptionnelle. Aux côtés des chantiers présidentiels s'ajoutent, à partir de 1985, les commandes des collectivités locales. À l'issue des lois de décentralisation, les maires voient leurs compétences étendues en matière d'urbanisme tandis que la construction et l'entretien des collèges et des lycées relèvent désormais des conseils généraux et des conseils régionaux. À la mise en œuvre de cités judiciaires à Vienne, à Grenoble et à Lyon, derniers chantiers qui relèvent de l'État, succède l'édification de nombreux bâtiments publics pour les besoins de la décentralisation. Dans les années 1980, la modernité formelle et technique s'exprime dans des édifices qui possèdent une forte dimension symbolique et de représentation. Après une relative banalisation dans l'environnement urbain, le bâtiment public renoue désormais avec

une identité visuelle identifiable. Les constructions tendent à se réduire à des formes géométriques simples (cube, parallélépipède, pyramide) dont la mise en œuvre demeure très adaptée aux structures métal-verre, comme en témoigne la médiathèque de Vénissieux (2001) ou encore l'extension de l'hôtel de ville d'Oyonnax (1998-2002). Cette volonté de distinguer l'édifice public favorise de fait une architecture technologique qui, en matière de construction publique comme de bureaux, offre souvent une lecture apparente de ses structures et du dispositif constructif. Les principes de lisibilité et de transparence s'appliquent au bénéfice du développement des produits de l'industrie du verre, qui intègre désormais des qualités d'isolation thermique et phonique, mais aussi du béton armé et du métal. L'architecture contemporaine profitera largement des recherches industrielles en matière de nouveaux matériaux (textiles synthétiques, couvertures tendues, bétons performants, matériaux de synthèse), souvent associés entre eux comme en témoigne l'architecture métalo-textile mise en œuvre pour la construction de vélums ou de toitures textiles amovibles suspendues à un ou plusieurs mâts. Cette dernière technologie s'applique indifféremment aux quais de gares, aux écoles,



aux espaces publics comme aux piscines (piscine intercommunale de Vénissieux, 1970). Dans la lignée des travaux de Prouvé, les revêtements en métal connaissent une grande diffusion sous la forme de bardages appliqués sur une construction en métal ou en béton. Même si la juxtaposition entre la structure de la construction et son habillage peut soulever des contradictions d'un point de vue constructif, ce parti connaît un véritable engouement et se traduit notamment au musée d'Art moderne de Saint-Étienne (1985-1987), qui arbore des plaques de verre noir agrafées en façade. La mise au point de nouveaux bétons offre aux maîtres d'œuvre des possibilités de moulage jusqu'alors inconnues dont Santiago Calatrava fera un large usage à la gare de Satolas (1989-1993) dans une expression formelle d'une grande légèreté. Les prouesses technologiques commandent une collaboration toujours plus étroite entre les architectes, les entreprises et les bureaux d'études, d'autant que le processus d'accession à la commande publique par concours depuis 1970 a profondément transformé les rapports entre les partenaires de l'architecture (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, investisseurs et entreprises de travaux publics). Ces chantiers publics, qui font l'objet

d'une politique en faveur de la qualité architecturale, avec pour conséquence un appel répété aux grands noms de l'architecture, accusent plus encore la difficile autonomie de la production architecturale en région. Alors que la construction en bois a connu un essor tardif en France et commence à se diffuser dans l'architecture publique, la culture de la modernité diffusée par le « style international » devait condamner les alternatives constructives traditionnelles comme la construction en pisé. Les expériences menées au domaine de la terre à l'Isle-d'Abeau (Isère) avaient pourtant démontré ses potentialités et rares sont les équipements construits aujourd'hui selon cette technique séculaire (salle des fêtes de Fareins, Ain, 1994). L'architecture demeure une expression de la culture de l'État et des collectivités locales et dans cet ordre d'idées, les édifices publics sont appelés à jouer un rôle majeur d'identification.

1. *Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - halle des sports*

Architecte : Richard Plottier, 2000-2001

2. *La Boisse (Ain) - lycée de la Côtière*

Architectes : Pierre Barillot, paysagiste : P. Bernard, 1997-1999

3. *Cléon d'Andran (Drôme) - gymnase du collège Olivier de Serres*

Architectes : Bernard Cogne et Ch. Blachot, 1998-2001



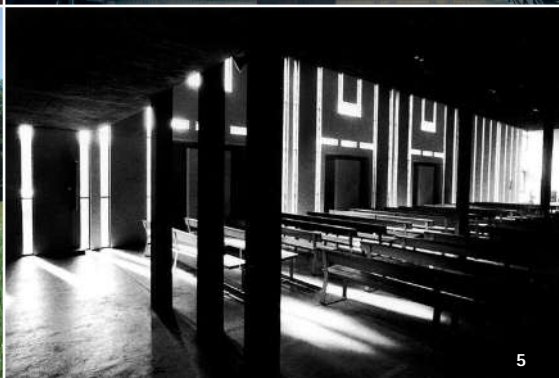
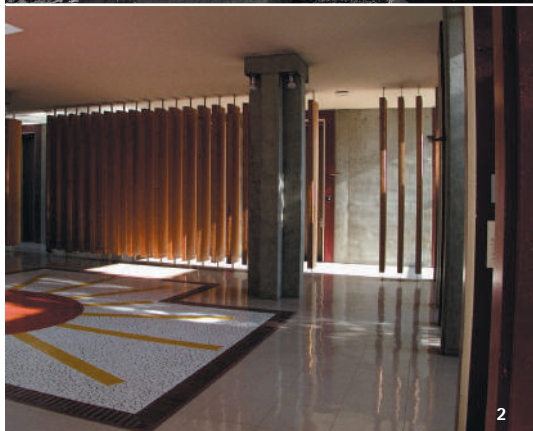
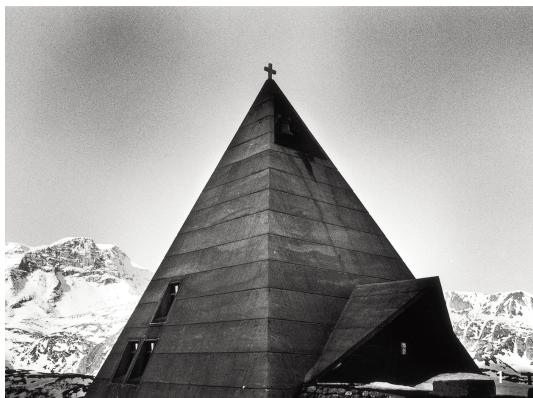
L'art sacré

LA MODERNITÉ DE L'ART SACRÉ

La Séparation de 1905, tout en donnant à l'Église l'entière liberté quant à la construction de nouveaux lieux de cultes et au choix du maître d'œuvre, l'oblige désormais à financer elle-même ses chantiers. L'Église adapte sa pastorale en direction des populations ouvrières des banlieues. L'église Saint-François-de-Sales de Saint-Étienne (1910, Noulain-Lespès) constitue l'une des premières applications en France du béton armé au programme d'une église, peu après la construction de Saint-Jean de Montmartre à Paris (Anatole de Baudot, 1904). Au lendemain de la première guerre mondiale, Notre-Dame du Raincy (Seine-Saint-Denis, 1922-1923) et Sainte-Thérèse de Montmagny (Val-d'Oise, 1925), œuvres des frères Perret, comptent parmi les jalons majeurs de l'art religieux contemporain en France. Pour autant, à l'exception notable du séminaire de Voreppe (1938), véritable Sainte-Chapelle de béton armé, du carillon du Mas-Rillier (Ain, 1948) et du nouveau clocher de l'église d'Anse (Rhône, vers 1950, détruit), l'architecture religieuse de Perret connaîtra une postérité toute relative dans la région Rhône-Alpes. Localement, en l'absence d'un style Tony Garnier à baptiser, l'art du moine-architecte dom Paul Bellot (1876-1944) devait trouver un véritable terrain d'élection comme en témoigne en particulier l'église de la Sainte-Famille de Croix-Luizet (Villeurbanne). Dom Bellot dessinera deux églises dans la région, Saint-Joseph-des-Fins à Annecy (1937-1947) et Saint-Joseph d'Annemasse (1939-1947). À la même époque, Pol Abraham et Henry-Jacques Le Même construiront la chapelle du sanatorium pour officiers Martel de Janville à Guébriant, près de Passy (Haute-Savoie, 1935-1937). Novarina dessine la chapelle Notre-Dame-du-Leman à Vongy (1933) et la chapelle Notre-Dame-des-Alpes au Fayet (1935) avant de se faire remarquer par la conception de l'église Notre-Dame-de-Toute-Grâce du plateau d'Assy (1939-1946) à laquelle de nombreux artistes d'avant-garde furent associés sous l'égide du père Couturier. Bien que nombreux signes précurseurs s'annoncent dans l'entre-deux-guerres, le véritable tournant de l'art sacré contemporain ne se produira qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Au début des années 1950, les édifices

cultuels adoptent des formes robustes et sobres dans une recherche de pauvreté liturgique qui se reconnaîtra dans la simplicité formelle du béton armé avant que le concile Vatican II (1962-1965) n'engage de profondes réformes. Les questions liturgiques auront une influence décisive sur la transformation complète de l'architecture religieuse notamment d'un point de vue spatial, à l'image de la plasticité novatrice de l'église de Ronchamp (Haute-Saône, 1950-1955) construite par le Corbusier. Ce dernier reçoit au même moment la commande du monastère dominicain de la Tourette à Éveux (1952-1958, Rhône). La plastique corbuséenne devait ouvrir la voie à de nombreuses expérimentations. La fascination contemporaine pour le béton armé et ses extraordinaires potentialités techniques et structurelles amène les architectes à privilégier des formes massives, proches parentes parfois des ouvrages d'art, à l'image de la crypte de la basilique d'Ars-sur-Formans (Ain, 1959). Longtemps considérée comme un programme immuable, l'architecture religieuse devient pour les architectes un champ privilégié de spéculations formelles. Les églises s'insèrent alors aux grands ensembles comme des équipements originaux en se distinguant par leurs formes audacieuses d'un environnement urbain qui tend à se banaliser de plus en plus. Les conséquences de Vatican II, la désaffection croissante des fidèles et la profonde crise religieuse que la société traverse raréfient considérablement la commande architecturale. L'Église renonce alors à une présence visuelle séculaire dans l'environnement urbain et les rares constructions des années 1970-1980 affichent une modestie qui tend à une marginalisation des édifices cultuels comme de leurs aménagements intérieurs, proche par l'esprit des salles destinées à un usage polyvalent ; une architecture minimale et transformable.

1. Prieuré du Mont-Cenis (Haute-Savoie) Architecte : AAM, Philippe Quinquet, 1968
2. Pierre-Bénite (Rhône) - morgue et chapelle œcuménique Architectes : Charles Delfante et René Provost, 1978-1984
3. Éveux-sur-l'Arbresle (Rhône) - couvent Sainte-Marie de la Tourette
Architectes : Le Corbusier, avec Iannis Xenakis, André Wogenscky, 1956-1959
4. Voreppe (Isère) - séminaire diocésain Architecte : Pierre Pouradier-Duteil, 1931
5. Bourg-en-Bresse - église Saint-Pierre Chanel Architecte : Pierre Pinsard, 1966



L'économie et les échanges

L'ARCHITECTURE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE ET TERTIAIRE

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le fer et l'acier se généralisent dans l'architecture industrielle (charpente métallique et couvrements en sheds). Au siècle suivant, l'emploi du béton armé donne lieu à des expressions d'une rare modernité, en particulier dans les régions liées à la production et à l'alimentation énergétique. Sous l'influence du taylorisme, la rationalisation des sites de production s'accompagne d'une modernisation sensible des équipements (circulations, éclairage, ventilation). La mise en œuvre d'ossatures en béton armé permet d'augmenter les surfaces couvertes notamment au moyen de toitures-terrasses. Au cours des années 1960-1970, l'architecture industrielle se distingue par deux caractères communs à de multiples réalisations : une architecture de plus en plus flexible et modulable et la mise en conformité des édifices avec la communication des entreprises. L'appareil de production de nombreux secteurs de l'industrie connaît un profond renouvellement depuis la crise économique des années 1970, développant des structures mixtes

souvent mises en œuvre dans la construction industrielle (béton, métal, verre), domaine dans lequel les innovations technologiques trouvent des expressions formelles innovantes. Au cours des années 1950-1960, l'immeuble de bureaux devient une typologie à part entière au bénéfice du développement de quartiers d'activités tertiaires qui modifient profondément la physionomie des villes. Le modèle de la « tour sur socle » s'adapte alors indifféremment à l'hôpital, aux édifices administratifs comme aux immeubles de bureaux. Le socle reçoit les espaces d'accueil et de réception, qui nécessitent les plus grands volumes, tandis que les espaces de travail s'échelonnent dans les étages. L'importance attribuée à la flexibilité des surfaces favorise la concentration en une seule « gaine » des ascenseurs et des circulations verticales, laissant les plateaux libres de supports porteurs. Les façades peuvent dès lors recevoir des fonctions sont d'assurer l'isolation thermique, l'éclairage, l'aération comme la protection solaire. L'immeuble de bureaux doit être distingué des



grandes surfaces commerciales qui se multiplient dès les années 1970 et s'implantent à la périphérie des villes afin de disposer de vastes surfaces de vente et de parkings, alors que la proximité des réseaux routiers permet une desserte rapide et pratique. Après une ère d'entrepôts, des sociétés de grandes distribution ont progressivement intégré des préoccupations d'architecture dans leurs opérations. Dans les années 1980, une attention nouvelle à la qualité des matériaux et à l'espace construit voit le jour, rompant avec la banalité de la première génération de surfaces commerciales. Malgré des initiatives louables, force est de reconnaître que l'utilité a longtemps prévalu, au détriment des abords des agglomérations comme des villages.



1. Lyon – immeuble AGF

Architectes : Charles Delfante et D. Damian, 1973 et 1976

2. Vaulx-en-Velin (Rhône) – Usine T.A.S.E. (Textiles Artificiels du Sud-Est), 1923-1925

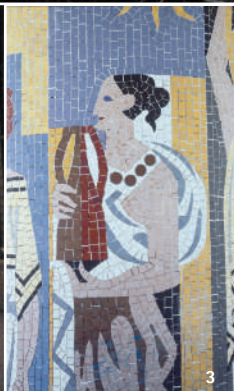
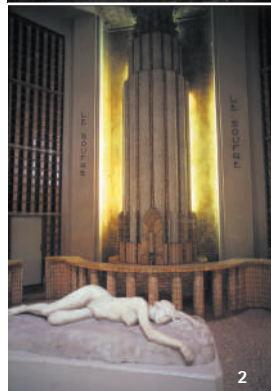
3. Roanne – immeuble d'habitations et de bureaux, vers 1960

Le tourisme et les loisirs

LE THERMALISME

La ville d'eau, telle qu'elle se définit avec ses thermes, ses grands hôtels et ses casinos, n'apparaît véritablement que sous le Second Empire et se développe jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Vichy, dont l'aménagement débute dès le milieu des années 1850, devient le modèle de toutes les villes d'eaux en France par l'émergence d'un nouveau type de composition urbaine où désormais les bâtiments et les infrastructures dépendant de l'activité thermale sont regroupés selon un schéma structurant, bains, grands hôtels et casino étant disposés autour d'un parc. L'ensemble forme un complexe thermal. L'embouteillage de l'eau et les jeux de hasard apportent l'essentiel des ressources financières des stations thermales. Bien que l'image du thermalisme soit fondée sur une hygiène de vie, le succès grandissant des villes d'eaux est étroitement lié aux festivités et aux spectacles qui sont offerts aux curistes en saison. En ce domaine, la grandiloquence de l'architecture des casinos et des théâtres rivalise avec celle des thermes. Le casino demeure le symbole de la réussite et du luxe d'une station thermale. De vastes promenades agrémentées relient les hôtels et les villégiatures aux établissements thermaux ou aux buvettes ainsi qu'aux lieux de divertissements (casinos, cercles, salons de thé). Allevard et Uriage, qui présentent une distribution d'équipements et de chalets autour d'un parc, comptent parmi les stations-types de l'urbanisme thermal. La fondation du premier établissement thermal d'Evian revient au Genevois François Fauconnet, qui se porta

acquéreur de la source en janvier 1826 auprès du sieur Cachat. L'aménagement des bains ne s'engage véritablement qu'au milieu du XIXe siècle sous l'impulsion de la Société anonyme des eaux minérales de Cachat. La ville se développe autour des thermes, de son casino (1878) et des grands hôtels, trilogie qui compose alors invariablement le cadre des stations thermales. Entre 1904 et 1905, Albert Hébrard, architecte de la station, élève la nouvelle buvette de la source Cachat en style Art nouveau. Des villas somptueuses se construisent à l'image de la villa Lumière (1885-1887), de la villa La Sapinière (1896) ou encore de celle du comte Walewski. Entre 1880 et 1914, Aix-les-Bains se couvre de palaces dont les plus prestigieux sont Le Splendide (1884), l'Hôtel Métropole (1884), l'International (1893), L'Excelsior (1906) l'hôtel Mirabeau (1908-1910), le Royal (1914), le Grand Hôtel (1898-1902) et l'Astoria (1904). De nombreuses villas luxueuses s'élèvent face au lac dans ce site enchanteur. La villa Régina (1905-1906), la villa de la Roche du Roi ou encore la villa Cléry (1896) sont les témoins majeurs de cet âge d'or du thermalisme. L'établissement thermal est reconstruit entre 1930 et 1933 en style Art déco par Roger Pétriaux, à l'issue d'un concours national.



1. Evian (Haute-Savoie) - la nouvelle buvette Architecte : Maurice Novarina associé à Jean Prouvé, 1956-1957
2. Aix-les-Bains (Savoie) - thermes nationaux Architecte : Roger Pétriaux, 1932-1934
3. Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - buvette de la Versoie Architecte : Louis Moynet, 1937, artiste : André Lhote
4. Evian (Haute-Savoie) - buvette de la source Cachat Architecte : Albert Hébrard, 1904-1905

Le tourisme et les loisirs

L'ARCHITECTURE EN MONTAGNE

La haute montagne est découverte au XVIII^e siècle au bénéfice d'un véritable engouement pour la beauté « sauvage » des sites naturels.

Alors que les voyages pittoresques et les expéditions se multiplient, la première ascension du mont Blanc est réalisée en 1786. La montagne attire les scientifiques, les poètes, les peintres et les architectes, à l'image de Viollet-le-Duc qui entreprend en 1868 l'exploration systématique du massif du Mont-Blanc. Au cours du XIX^e siècle, le développement du thermalisme et des stations de villégiature donne naissance au tourisme en montagne. Les villas et les hôtels de luxe se multiplient dans les sites privilégiés, au plus près des « curiosités alpines » (chutes, glaciers, sommets). Le chalet focalise alors toutes les réflexions portant sur la définition d'une architecture de montagne.

Soucieuse de développer en France la pratique du ski, qui longtemps demeure une distraction élégante, la baronne Noémie de Rothschild décide en 1920 la construction d'une station sur le site de Megève, au pied du massif du Mont-Blanc. Le jeune architecte Henry-Jacques le Môme (1897-1999) partagera les ambitions de son maître d'ouvrage dans une architecture adaptée au mode de vie saisonnier en haute montagne, conjuguant

confort, modernité et art de vivre. Dans l'entre-deux-guerres, de nombreux sanatoriums seront construits afin de lutter contre la tuberculose, dans des sites offrant des conditions d'exposition favorables aux traitements. Le sanatorium de Roc-des-Fiz (1929), celui de Guébriant (1932) et le sanatorium Martel-de-Janville (1935), tous trois construits sur le plateau d'Assy à Passy par Le Môme et Pol Abraham (1891-1966) comptent parmi les jalons majeurs de l'architecture contemporaine en France. Afin de répondre aux besoins croissants du tourisme en montagne, au lendemain de la seconde guerre mondiale s'engage la construction de stations en site vierge, qu'il s'agisse de Courchevel (1946), de Tignes-le-Lac (1954) ou encore de Chamrousse (1952-1959).

L'organisation de ces stations, conçues comme des centres sportifs et des lieux de résidence hivernale, répond à des principes fonctionnels destinés à rapprocher au plus près les habitations des domaines skiables. La conception de Courchevel 1850 fera l'objet d'une réflexion portant sur les typologies des villages alpins afin de générer un urbanisme intégré aux paysages. Les stations de sports d'hiver seront le théâtre de nombreuses innovations techniques et formelles à l'image des sta-



tions, dites « intégrées », qui se distinguent par la mise en œuvre à grande échelle d'immeubles collectifs dont les concepteurs surent varier les formes (immeuble en cascade), dans des recherches d'une grande plasticité (Flaine). La concentration des habitations est destinée à recréer une urbanité avec ses chemins piétonniers et ses places. Des services publics et des commerces complètent l'équipement des stations.

Le développement urbain en montagne est désormais étudié en fonction de l'étendue des domaines skiables (Avoriaz, 1966 ; Flaine, 1967 ; les Arcs, 1968 ; La Plagne, 1961 ; les Karellis, 1973). Du studio-cabine au chalet, l'architecture en montagne demeure un champ de recherche extrêmement fécond pour les architectes. Dans les années 1980, une attention nouvelle à l'environnement se fait jour. À la modernité des années 1960 succède alors une approche cherchant à « revisiter » le village alpin traditionnel en intégrant les constructions dans le paysage. La volonté de préserver les sites et de mettre en œuvre un développement local plus équilibré impose le principe d'une urbanisation en continuité des villages existants à l'image de Val-d'Isère (1989) ou encore des Deux-Alpes (1989).

1. Flaine (Haute-Savoie) – hôtel club MMV Le Flaine
Architecte : Agence Marcel Breuer, 1967-1969.

2. Val-d'Isère (Savoie) – La Daille
Architectes : Robert Locre, Pierre Chaussade et Jean-Claude Bernard, 1968-1978

3. Assy (Haute-Savoie) – ancien sanatorium de Sancellemoz
Architecte : Paul-Louis Dubuisson, 1929-1931

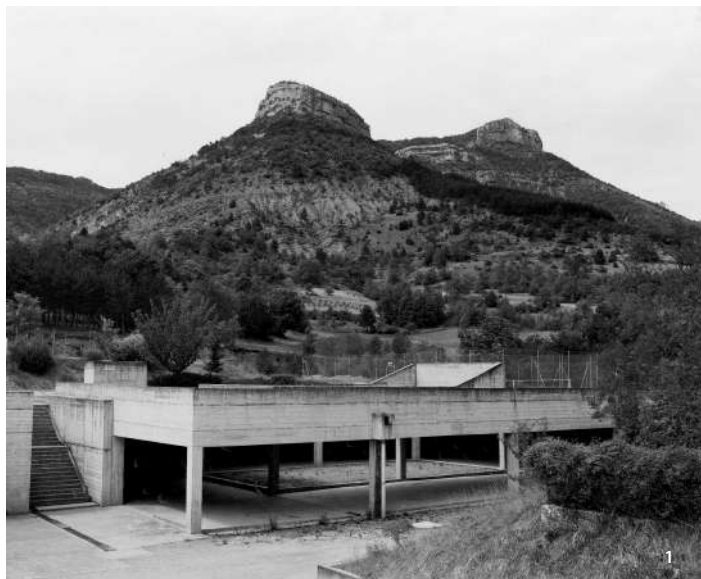


Le tourisme et les loisirs

LES NOUVEAUX LOISIRS

La première administration du tourisme apparaît en France en 1910 avec la création d'un office national du tourisme. Dans l'entre-deux-guerres, l'État prend conscience de l'intérêt de développer l'activité touristique, dont les congés payés (1936) furent le principal facteur de démocratisation. Si de nombreuses initiatives voient le jour avant la seconde guerre mondiale, c'est véritablement au cours des années 1960 que se développent les villages de vacances, au bénéfice du mouvement contemporain de retour à la nature et à la ruralité. Ce type d'habitat saisonnier fait l'objet de réflexions visant à intégrer intimement les constructions dans leur environnement naturel. L'emploi de matériaux traditionnels, l'insertion des constructions dans les reliefs tout autant que la prise en compte des usages locaux sont autant de facteurs destinés à favoriser l'épanouissement individuel. Les villages de vacances de Chambonas (Ardèche) et de Casteljau (Ardèche) témoignent d'un intérêt nouveau pour les typologies traditionnelles propres à l'habitat rural, sans pour autant abonder dans le sens d'une architecture régionaliste. Dans les années 1960, ce nouveau type d'équipement participe activement à la définition d'un habitat intermédiaire, bien qu'initialement réservé aux régions dans lesquelles se développe le « tourisme rural » (Drôme et Ardèche en particulier). Dans l'ensemble de ces constructions, l'école de Vercheny-le-Bas (Drôme) et le village de Vercheny-le-Haut se distinguent par une plasticité dérivée des modèles

corbuséens. Il en est de même en ce qui concerne Les Marquisats à Annecy. La rusticité du béton armé laissé brut de décoffrage renvoie délibérément à Vercheny comme au centre balnéaire de Lagnieu (Ain) au caractère géologique des sites grandioses dans lesquels ces équipements s'élèvent. Les centres d'accueil et les villages de vacances peuvent être pourvus d'équipements complémentaires (piscine, salle polyvalente, commerces). Dès les années 1970, le développement du tourisme « vert » entraîne l'aménagement de vastes parcs et de réserves naturelles, à l'image du parc ornithologique de Villard-les-Dombes (Ain) ou encore du parc du massif des Bauges (Savoie). Les espaces d'information, d'accueil et de restauration prennent une importance croissante dans les aménagements, afin d'organiser l'affluence touristique et de préserver dans le même temps les réserves naturelles (flore et faune). Cette attention se traduit notamment à l'écopôle du Forez à Chambéon (Loire), conçu comme un véritable observatoire de la nature environnante. Dans les années 1980, les équipements de loisirs et de sport, les parcs à thèmes en particulier, connaissent un développement considérable. Ce souci nouveau d'intégration aux sites se ressent également en matière d'équipements construits à l'initiative des communes, comme en témoigne de la cité de l'eau à Publier (Haute-Savoie), qui réunit plusieurs gymnases, un squash, un bowling, un billard et un restaurant.



1. Vercheny-le-Haut (Drôme) - le village Architecte : Hans von Moos, 1967

2. Annecy - les Marquisats Architectes : André Wogenscky (1962-1965) et Louis Miquel (1971-1975)

3. Villard-les-Dombes (Ain) - parc ornithologique Architectes : Marc et Pierre Dasse, 1977, Tectoniques, paysagiste : Illex, 1998-2000

4. Le Châtelard (Savoie) - maison du parc du massif des Bauges

Architecte : Guy Desgrandchamps, paysagistes : D. Roptin et Ch. Veyrat-Parisien, 1997-2000

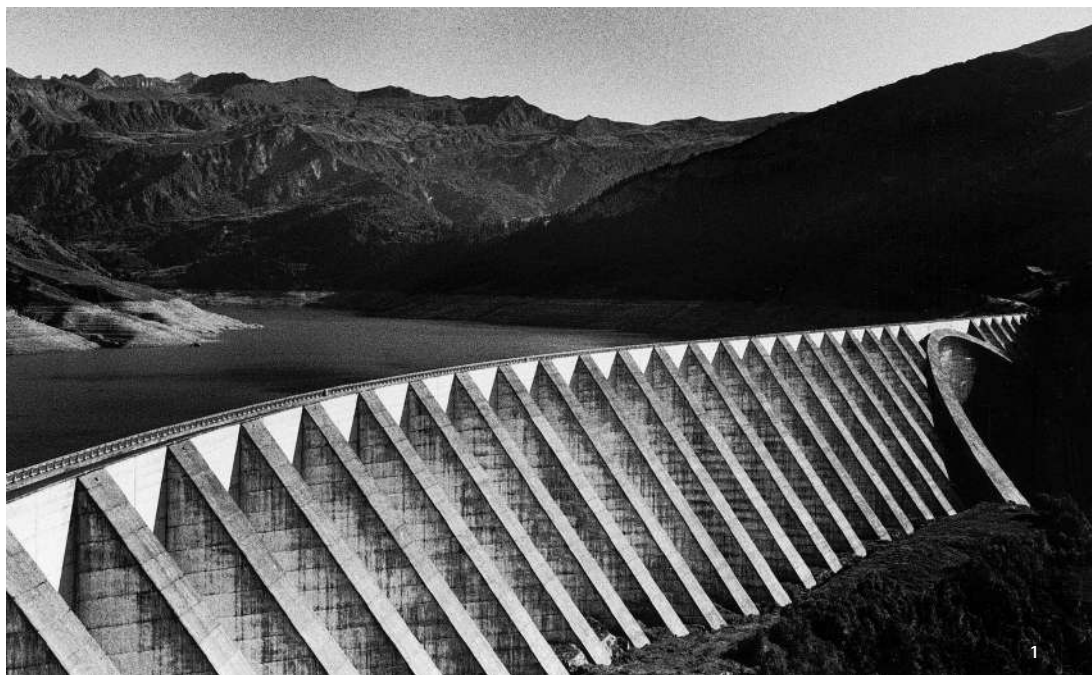
5. Les Vans (Ardèche) - WF Chambonas Architectes : Michel Andrault, Pierre Parat et M. Vincent, 1966-1967

Les ouvrages d'art et les transports

LES BARRAGES

Dès 1869, dans le massif de Belledonne, sur la rive gauche de l'Isère en amont de Grenoble, Aristide Bergès (1834-1904) canalise une chute d'eau sur 200 m de dénivelé et utilise l'énergie ainsi produite pour les besoins de la fabrication de la pâte à papier dans son usine de Lancey (Isère). Cette installation innovante et sa technique marqueront le début d'une ère nouvelle dans le domaine de l'énergie : la mise en rapport d'une conduite forcée et d'une turbine. Lors de l'Exposition universelle de Paris en 1889, Bergès fut le premier à employer le terme de «houille blanche» pour désigner la production d'électricité à partir des chutes d'eau. Dès lors, l'industrie hydroélectrique devait connaître un essor considérable, consacré par l'Exposition internationale de la houille blanche et du tourisme qui eut lieu à Grenoble en 1925. Aux conduites forcées s'ajoute bientôt la construction de barrages. Avant le développement de la production hydroélectrique, les barrages sont destinés à endiguer les crues et à alimenter les villes en eau potable. Malgré les nombreuses expérimentations qui voient le jour sur la fin du XIXe siècle, le système de barrage-voûte demeure longtemps ignoré en France, à l'exception notable du barrage de Bimont à l'Infernet (Bouches-du-Rhône) construit par François Zola en 1854. Dès les années 1930, les besoins croissants de l'industrie et de la consommation particulière amènent la mise en œuvre de nombreux projets, comme en témoignent le barrage du Sautet (Isère, 1935), premier grand barrage hydroélectrique des Alpes et troisième barrage-voûte construit en France. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'engagent

de vastes projets d'équipements (barrages, ponts, routes et autoroutes, centrales hydrauliques, thermiques et atomiques) qui ont fortement transformé la physionomie des territoires. La majeure partie des barrages du massif alpin a été construite entre les années 1940 et 1960, en particulier dans les Alpes de Savoie. Avec 250 barrages, dont 32 classés de grande hauteur pour la production en période de pointe de consommation, la région Rhône-Alpes possède l'un des plus importants réseaux français de centrales hydroélectriques de tous types.



1. Roselend (Savoie) - barrage hydroélectrique Ingénieurs : Coyne et Bellier, architecte : H. Marty, entrepreneur : GEBRO, 1956-1961
2. Grand'Maison (Isère - Savoie) - barrage hydroélectrique Maître d'ouvrage : EDF, 1978-1985
3. Génissiat (Ain) - barrage et centrale hydroélectrique Architectes : Albert Laprade et Pierre Bourdeix, 1937-1948
4. La Grotte (Savoie) - barrage hydroélectrique Architecte : Henri Mathé, ingénieur : Albert Caquot, 1946-1948



1. 3. Saint-Marcel-lès-Valence (Drôme) - gare SNCF Architecte : Agence d'études des gares, Paysagiste : Michel Desvigne, 2001
 2. Colombier-Saugnieu (Rhône) - gare SNCF de Satolas Architectes : Agence d'études des gares et Santiago Calatrava, 1989-1993
 4. Chambéry - rotonde à locomotives Ateliers de Fourchambeau, Établissements Magnard et C^e, 1908-1909

Les ouvrages d'art et les transports

LES ÉQUIPEMENTS FERROVIAIRES

Au début du XIXe siècle, le développement des industries liées à la métallurgie, à la verrerie et aux forges demande un approvisionnement toujours croissant de houille et amène la création de voies de communication et de transports entre les lieux d'extraction (mines) et les lieux d'utilisation du combustible. La région stéphanoise, le plus ancien et le plus important bassin minier français, voit la réalisation en 1827 de la première ligne de chemin de fer en France, entre Saint-Étienne et Andrézieux-Bouthéon, reliant ainsi le bassin houiller et la Loire. En 1832, une seconde ligne, assurant le transport des marchandises et des voyageurs, est ouverte entre Saint-Étienne et Lyon (57 km) ; ces liaisons constituent le premier maillon du réseau de chemin de fer français qui par la suite se développe en rayonnant autour de Paris. Le chemin de fer connaît une impulsion considérable dans la seconde moitié du XIXe siècle, sous le Second Empire en particulier. En 1856, la ligne allant de Chambéry à Saint-Michel-de-Maurienne est mise en service tandis que les travaux de percement du tunnel du Fréjus (12 km entre Modane et Bardonecchia) commencent l'année suivante pour s'achever en 1871. Les premiers paravalanches sont étudiés pour protéger la voie établie entre Modane et Saint-Michel-de-Maurienne. Quelques années plus tôt, en 1858, la ligne de chemin de fer entre Lyon et Genève avait été inaugurée. L'essor industriel et économique de la région devait achever de structurer le réseau de chemin de fer. En 1888, la ligne reliant la région minière de La Mure et de la Motte d'Aveillans (Isère) à Saint-Georges-de-Commiers (Isère) donne lieu à la réalisation de 142 ouvrages d'art dont 18 tunnels et 12 ponts et viaducs. Sur la fin du siècle se développe un nou-

veau type de transport lié au rail, le tramway. Alors que la construction de gares marque profondément le paysage urbain du XIXe siècle, au siècle suivant, il faudra attendre les années 1980 pour que de nouvelles infrastructures soient construites dans la région Rhône-Alpes, à l'exception notable de la gare de Grenoble dont la reconstruction est décidée en prévision des Jeux olympiques d'hiver (1968). Ces derniers équipements sont commandés par la mise en service du réseau TGV. En 1983, après de nombreuses hésitations, la SNCF décide la construction d'une nouvelle gare régionale dans le quartier de La Part-Dieu à Lyon, afin de désengorger la gare de Perrache (Lyon) et de redéployer le trafic ferroviaire local et national. Puis, à l'issue d'un concours international organisé par la région Rhône-Alpes, le projet présenté par Santiago Calatrava est choisi en 1989 pour la nouvelle gare de Satolas, qui allie élégance formelle et prouesses techniques, répondant à un programme complexe, notamment dans l'articulation des interconnexions entre les réseaux aériens, ferrés et autoroutiers. La mise en service en 2001 de la ligne TGV Méditerranée entraîne la construction d'une gare TGV à Saint-Marcel-lès-Valence (Drôme) dont l'ambitieuse charpente métallique semble renouer avec l'âge d'or de l'architecture ferroviaire du XIXe siècle et du début du siècle suivant, dont la rotonde de Chambéry, servant aujourd'hui encore de remise et d'atelier de réparation, demeure l'un des plus beaux exemples. Les vastes programmes d'infrastructures qui accompagnent le développement du réseau TGV, les gares en particulier, témoignent d'un réinvestissement monumental et fonctionnel dans le paysage urbain et périurbain.

Les ouvrages d'art et les transports

RÉSEAUX ROUTIERS ET AUTOROUTIERS

PONTS ET VIADUCS

Au début du XXe siècle, le béton armé devait trouver un champ d'application privilégié dans la construction des ponts, au point que son emploi devienne bientôt prééminent. Il est vrai que ce nouveau matériau se prête particulièrement à la construction des arcs. Hennebique en fit la démonstration éloquente à Rome lors de la construction du pont du Risorgimento en 1908 (100 m de portée). Aux débuts des années 1920, les arcs en béton armé supplantent bientôt les voûtes en maçonnerie et les arcs en acier. Entre 1925 et 1928, Albert Caquot élève par ce procédé le pont de La Caille (Haute-Savoie), qui détient en son temps le record mondial de portée (137,5 m). La même année (1928), l'invention par Eugène Freyssinet de la précontrainte devait offrir aux maîtres d'œuvre une technique de construction permettant la réalisation d'encorbellements et de portées toujours plus audacieux. Alors que les années 1930-1940 voient la réalisation de multiples expérimentations, la précontrainte ne connaîtra de véritable développement en matière de construction de ponts qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque s'engage la reconstruction des ouvrages d'art détruits au cours des hostilités. Les grands ouvrages d'art, domaine privilégié des innovations techniques de l'après-guerre, ont fortement contribué à transformer la physionomie des villes et des paysages. De nombreuses formes et de nouvelles méthodes de construction furent expérimentées. La construction par encorbellement fut l'une des plus répandues; le pont des Sallanches (Haute-Savoie, 1989-1990) est encore construit selon cette technique. Pour autant, l'emploi du béton armé n'est pas exclusif, des piles en béton sont souvent associées à des tabliers métalliques,

comme l'illustrent en particulier les ponts à haubans, à l'image de celui de Seyssel (Ain). À partir des années 1960, le béton précontraint connut une diffusion considérable dans la construction d'ouvrages d'art à la faveur du développement des programmes autoroutiers. Avec beaucoup de retard sur les autres pays européens, l'Italie et l'Allemagne en particulier (le réseau allemand compte près de 4000 km en 1939), la France ne s'engage véritablement dans la construction d'autoroutes qu'au milieu des années 1950. En raison de sa situation géographique privilégiée en France, la région Rhône-Alpes devait recevoir un important réseau : l'A6 (Paris-Lyon) est construite entre 1960 et 1971, l'A7 (Lyon-Marseille), entre 1958 et 1974, l'A41 (Grenoble-Scientrier) entre 1978 et 1981, la liaison autoroutière Lyon-Chambéry est établie entre 1974 et 1981 (A43), tandis que l'A48 (Coiranne-Grenoble) est achevée en 1975. La densification du réseau autoroutier s'accélère dans les années 1980-1990 par la mise en service de l'A49 reliant Grenoble à Valence et la construction de l'A43 entre Montmélian et Albertville, dans la perspective des Jeux olympiques d'hiver de 1992. À l'instar des chemins de fer, les réseaux routiers puis autoroutiers qui accompagnent l'essor de l'automobile durent se plier au relief des régions montagneuses. La construction de l'A40 (Pont-d'Ain-Genève), qui s'étend jusqu'à la fin des années 1990, constitua l'une des entreprises autoroutières les plus ambitieuses du moment en raison de l'ampleur et du nombre d'ouvrages d'art édifiés, dont les plus imposants sont les viaducs de Nantua (1986-1996), de Bellegarde (1982), de Frébugue (1988) et de Sylans (1989).



1. La Caille (Haute-Savoie) – pont sur les Usses Ingénieur : Albert Caquot, 1925-1928. Compagnie lyonnaise d'entreprises et de travaux d'art
 2. Seyssel (Ain) – pont sur le Rhône Ingénieurs : Michel Virlogeux et G. Lacoste (Sétra), architecte : J.-V. Berlottier et Alain Spielman, 1987
 3. Nantua (Ain) – viaduc autoroutier Architecte : Maurice Novarina, conception : Scetauroute, mise en service : 1988
 4. Pont des Sallanches (Haute-Savoie) Ingénieurs : Jean-Laurent Tonello et PX-Consultants, E. Ballot, 1989-1990

Les ouvrages d'art et les transports

L'AUTOMOBILE ET LES TRANSPORTS EN COMMUN

Lié à l'expansion de l'automobile, le garage trouve en France sa première expression rationnelle en 1907 lors de la construction du garage de la rue de Ponthieu, à Paris, par les frères Perret. Entre les années 1910 et la fin des années 1930, le parc automobile français s'accroît considérablement pour atteindre près de 2 000 000 de véhicules. Alors que le garage est discrètement associé à l'immeuble d'habitation, les grands garages de l'entre-deux-guerres s'élèvent à l'initiative d'investisseurs privés. Outre le stationnement et l'entretien, ce type de programme nouveau au début du XXe siècle peut intégrer, aux derniers niveaux, une piscine ou encore des cours de tennis, comme en témoigne notamment le garage Atlas construit par l'architecte Trévoux à Lyon (1929-1931) ou encore le garage hélicoïdal

de Grenoble (1928-1929). L'automobile se confond de fait avec le progrès technique et industriel contemporain, et les succursales des constructeurs ne manqueront pas de cultiver une image résolument moderne par la construction de garages monumentaux dont le garage Citroën de Lyon (1931-1932) est l'illustration la plus éloquente. Cette dernière construction fut en son temps la plus grande station-service du monde avec 40 000 m² de superficie sur cinq étages. La généralisation du béton armé dans ce type de construction, dont la structure se réduit alors à des pilotis et à des planchers, permet aux maîtres d'œuvre de dégager de vastes surfaces, reliées entre elles par des rampes d'accès. Découlant de la structure de la construction, les façades tendent à privilégier d'importantes surfaces vitrées. Alors



que les acteurs des Trente Glorieuses s'évertuent à vouloir adapter la ville à l'automobile, l'urbanisme de dalle, mis en œuvre dans les années 1960, apportera une réponse provisoire aux problèmes de stationnement en aménageant de vastes parkings sous les niveaux d'activités, tandis que le garage se généralise à l'immeuble d'habitations et de bureaux. Dans les années 1970, le programme du garage connaît une évolution sensible vers une expression plus franche des fonctions, faisant souvent valoir des structures cylindriques intégrant une rampe hélicoïdale, comme en témoigne le parking construit par Zumbrunnen à La Part-Dieu (1968-1971). L'encombrement croissant des villes tout autant que les problèmes liés à la pollution atmosphérique amènent tardivement les pouvoirs publics à réfléchir sur les moyens de limiter la circulation automobile. La construction de nombreux parkings souterrains en centre-ville tente d'apporter une réponse aux problèmes de stationnement sans obtenir, il faut le reconnaître les effets escomptés, et cette remarque s'applique en particulier à la politique menée à Lyon sous l'égide de Michel Noir. Le développement des transports en commun (métro, tramways et autocars) en lien avec les parcs de stationnement relais, implantés à la périphérie des agglomérations, comptent parmi les moyens privilégiés des politiques publiques contemporaines. La maîtrise des circulations demeure l'un des enjeux majeurs du développement urbain.



1. Lyon - parking des halles

Architecte : Jean Zumbrunnen, 1968-1971

2. Grenoble - garage hélicoïdal

Architectes : Fumet et Noiray, 1928-1929

3. Lyon - garage Citroën

Architecte : Jean Ravazé, 1930-1932

4. Villeurbanne (Rhône) - station de tramway Gaston Berger

Architecte : AABD Bruno Dumétier, 1997-2000

Les figures majeures de l'architecture du XX^e siècle en Rhône-Alpes

TONY GARNIER (1869-1948)

PRÉCURSEUR DE L'URBANISME CONTEMPORAIN

Garnier suit à Lyon les cours de dessin de l'École de La Martinière puis entre à l'École des beaux-arts de la même ville en classe d'architecture (1886), avant d'intégrer l'École des beaux-arts de Paris en 1889. Le jeune homme mettra dix ans pour remporter le prix de Rome d'architecture en 1899, après six tentatives (de 1894 à 1899), faisant preuve d'une obstination étonnante. Au cours de son séjour à la Villa Médicis (1899-1904), Garnier jette les bases théoriques de son grand dessein et consacre l'essentiel de son activité à la conception de la Cité industrielle, projet qu'il ne cessera d'étudier et de réévaluer vingt ans durant, des premières esquisses vers 1899 jusqu'à sa publication sous la forme d'un recueil en 1917. Pour Garnier, l'acte de construire doit résulter de l'activité économique, de laquelle découle la distribution du plan de la ville et la conception de la société. C'est aux sources de l'Antiquité grecque et romaine que les utopistes socialistes de la fin du XIX^e siècle voient la

confirmation de leurs ambitions politiques et Garnier se fera l'héritier du socialisme humaniste de Charles Fourier et des idées d'Émile Zola, dans une synthèse géniale qui en appelle aux harmonies de l'urbanisme des civilisations méditerranéennes : la Cité industrielle. La démarche positiviste de Garnier s'assigne pour ambition de concevoir la ville des temps modernes, considérant que l'architecture doit naître d'une parfaite connaissance des besoins contemporains et des aspirations sociales de l'humanité. Cette ville idéale, fondée sur la collectivisation des sols, organise rationnellement ses différents quartiers en fonction des activités industrielles et doit apporter à ses habitants les meilleures conditions de logement, de travail, mais aussi de déplacement, d'éducation et de santé. Garnier conçoit une ville de taille moyenne (35 000 habitants), autonome économiquement et étudie précisément les données du problème, du mobilier urbain aux complexes industriels et énergétiques (barrages, centrales énergétiques,

chantiers navals), aucun domaine n'échappe à son talent totalisateur. Les questions liées à l'hygiène publique ne sont pas indifférentes à la définition d'un zonage strict qui permet en outre d'isoler les activités industrielles alors que les quartiers d'habitations et les bâtiments des services publics sont établis sur une imposante terrasse dominant le site imaginaire de la Cité industrielle. La société future à laquelle Garnier aspire ne comporte ni police, ni prison, ni casernes et possède pour seule religion le culte austère du travail. Le projet utopique de la Cité industrielle connaîtra une application partielle dans le cadre des grands chantiers de la municipalité Édouard Herriot à Lyon, et l'architecte saura partager les ambitions de son maître d'ouvrage. Garnier reçoit la commande d'importants équipements dont les principaux sont la vacherie du parc de la Tête-d'Or (1904-1905) le marché aux bestiaux et les abattoirs de La Mouche (1906-1924), l'hôpital de Grange-Blanche (1910-1933), le stade de Gerland (1914-1924), le quar-

tier modèle des États-Unis (1919-1931) et l'École de tissage (1927-1933), sans oublier le monument aux morts de l'île aux Cygnes du parc de la Tête-d'Or (1920-1929), dernière œuvre qui fera l'objet de longues spéculations de la part de l'architecte. Au début des années 1930, Garnier recevra également la commande de l'hôtel de ville de Boulogne-Billancourt (1931-1934). L'architecture antique, la lumière, le climat, les sites tout autant que la végétation des pays méditerranéens jouent un rôle majeur dans la maturation et le développement de l'esthétique de Garnier, dans une recherche de formes qui, une fois fixées sur le papier, n'évolueront plus ; un langage d'une grandeur intemporelle à l'image de son architecture funéraire et de ses villas (villa de Tony Garnier, 1910-1912 ; villa de madame Garnier, 1912 et 1919 ; troisième villa, 1917 et 1924).

Les figures majeures de l'architecture du XX^e siècle en Rhône-Alpes

LE CORBUSIER (1887-1965) VERS UNE NOUVELLE ARCHITECTURE

Charles-Édouard Jeanneret, dit « Le Corbusier », reçoit une formation de peintre, de décorateur et d'architecte. En 1907, à l'issue de cinq années d'apprentissage à l'École d'art de la Chaux-de-Fonds (Suisse), sa ville natale, Jeanneret entreprend de nombreux voyages (Allemagne, France, Europe centrale, Italie et Grèce) qui jouèrent un rôle déterminant dans la maturation de ses idées. Après de courts séjours chez Peter Behrens et Auguste Perret, il s'installe à Paris en 1917. Au Salon d'automne 1922, Le Corbusier expose sa célèbre Ville contemporaine de trois millions d'habitants, formée de tours gigantesques insérées dans de vastes espaces verts et des autoroutes urbaines, tandis que l'année suivante, il publie *Vers une architecture*. Conçu comme un véritable manifeste de l'architecture des temps modernes, le pavillon de L'Esprit nouveau est présenté à l'Exposition des arts décoratifs de 1925 où figure également le plan Voisin, son projet de rénovation du centre de Paris. L'ossature Dom-ino, mise au point vers 1915, permet la définition d'un espace ouvert à toutes formes d'aménagement en vertu de la réduction du plan à quelques points d'appui rationnels. Les programmes conçus à destination de particuliers permet-

tent à l'architecte de réduire le traitement des formes extérieures des constructions à l'enveloppe des volumes intérieurs dans une plasticité cubiste. En résumant la nature à ses éléments géométriques les plus simples, Le Corbusier s'emploie dans le même temps à végétaliser ses objets architecturaux. Les variations sur l'immeuble-villa, avec sa rue intérieure qui distribue les habitations individuelles, forment autant de spéculations sur l'habitation collective et annoncent l'unité d'habitation tout autant que le monastère dominicain de La Tourette à Eveux (Rhône, 1953-1955). Ce n'est toutefois qu'en 1927 que Le Corbusier énonce publiquement les Cinq points de la nouvelle architecture (pilotis, toit-terrace, plan libre, fenêtre en longueur, façade libre). Le Corbusier apparaît dès lors comme l'une des figures majeures de l'architecture contemporaine dont les C.I.A.M., fondés l'année suivante, allaient bientôt assurer la diffusion des idées. Le Corbusier multiplie les déclarations polémiques, entend désormais se consacrer à l'architecture de la collectivité et cherche à susciter des commandes publiques. Depuis le plan Voisin (1925) l'architecte n'a de cesse que de vouloir attirer l'attention des politiques en concevant des projets d'urbanisme dans

des espaces géographiques concrets, qu'il s'agisse de Rio de Janeiro (1929), de Moscou (1930), d'Alger, de Barcelone (1932), d'Anvers, de Genève ou encore de Stockholm (1933). Une étude présentée au C.I.A.M. de Bruxelles en 1930 lui suggère bientôt la publication de la Ville radieuse (1935) qui fixera sa projection allongée des immeubles simplement répartis de part et d'autre de la rue intérieure et prenant jour sur les deux façades. La recherche d'un « Colbert » qui partagera ses vues, véritable obsession de l'architecte, l'amène successivement à proposer ses services à Staline, à Mussolini ou encore à Pétain. En vain. L'organisation matérielle de l'espace (immeuble-tour, espaces verts, autoroutes urbaines) poursuit pourtant l'ambition de résoudre tous les problèmes de l'urbanisme contemporain, mais longtemps les politiques demeureront indifférents à ses exhortations. La rencontre de Raoul Dautry et d'Eugène Claudius-Petit en 1945, tous deux successivement ministres de la Reconstruction et de l'Urbanisme au lendemain de la guerre, s'avèrera déterminante. Bien que consulté à de nombreuses reprises, aucun projet ne voit le jour avant l'unité d'habitation expérimentale de Marseille et cette dernière commande tombe à point nommé pour

Le Corbusier qui porte alors ses recherches sur la définition d'un système de mesure fondé sur les proportions du corps humain, le Modulor (1943-1948). Au même moment, l'architecte reçoit des dominicains la commande du monastère de La Tourette à Éveux (Rhône) avant que Claudius Petit ne lui confie l'établissement de vastes projets pour Firminy (maison de la culture et de la jeunesse, 1961-1965; stade, 1966-1968 et l'église Saint-Pierre, en cours d'achèvement). Malgré la construction de plusieurs unités d'habitation et ses appels répétés à l'intégration de l'architecture et de la technique, Le Corbusier reste à l'écart de l'industrialisation du bâtiment en France. Pourtant, dans les années 1950, l'architecte reçoit des commandes prestigieuses, qu'il s'agisse de Chandigarh (1951-1962), nouvelle capitale de l'État du Pendjab ou encore du palais des filateurs à Ahmedabad (1954). Son œuvre théorique poursuivant une vision universelle de l'architecture et la plasticité novatrice de ses réalisations l'imposent comme l'un des maîtres à penser de l'architecture et de l'urbanisme de l'après-guerre.

Les figures majeures de l'architecture du XX^e siècle en Rhône-Alpes

MICHEL ROUX-SPITZ (1888-1957)

LA MODERNITÉ CLASSIQUE

Fils de l'architecte lyonnais François Roux-Spitz, Michel Roux-Spitz poursuit ses études à l'École des beaux-arts de Lyon sous la direction de Garnier, puis à l'École des Beaux-Arts de Paris. Il remporte le 1^{er} grand prix de Rome d'architecture en 1920 et séjourne à la Villa Médicis. Sa carrière se déroule entre Lyon et Paris où il s'établit en 1924 et revêt des expressions différentes selon la nature des commandes (publiques à Lyon – privées à Paris). Au début des années 1920, Roux-Spitz construit à Lyon l'Institut de l'École dentaire (1921-1929), la chapelle de l'hôpital Saint-François d'Assise (1923-1924), la salle des Fêtes de la Croix-Rousse (1931), le centre social de Vaise (1932) et surtout la Grande Poste (1938-1940), qui élève ses ordonnances sévères sur les terrains libérés par la démolition de l'hôpital de la Charité. Au milieu des années 1920, l'architecte s'illustre dans une suite d'immeubles d'habitation construits à Paris (rue Guynemer, 1925-1928 ; quai d'Orsay, 1928-1932 ; avenue Henri-Martin, 1929-1931 ; boulevard du Montparnasse, 1930-1931 notamment) qui composent sa célèbre « série blanche » (1925-1931), dont la simplicité formelle et la noblesse classique furent admirées

par la critique. Modèles de confort et d'art de vivre, ces dernières réalisations jouent un rôle majeur dans la définition de l'immeuble résidentiel à l'époque contemporaine. En 1942, Roux-Spitz est nommé architecte en chef des PTT et se voit confier au lendemain de la seconde guerre mondiale de nombreux chantiers en particulier en Loire-Atlantique. Architecte en chef de la reconstruction de Nantes, il construira à ce titre le centre hospitalier et la nouvelle faculté de médecine et de pharmacie (1947-1957), ainsi que la Poste centrale (1947-1950). Architecte en chef de la Bibliothèque nationale, il en dirige les travaux d'aménagement entre 1932 et 1935 et construit une annexe à Versailles (1932-1953). Roux-Spitz mène une importante activité éditoriale comme rédacteur en chef de L'Architecte (1925-1932), collaborateur à Architecture d'aujourd'hui, rédacteur de L'Architecture française (1943) et prend part à de nombreux débats sur l'architecture contemporaine et l'évolution de la profession d'architecte. Distinct du structuralisme de Perret, du nudisme des avant-gardes et de l'académisme, Roux-Spitz développe un langage moderne et fonctionnel tendant vers un classicisme intemporel.

HENRY-JACQUES LE MÊME (1897-1997)

L'ARCHITECTURE MODERNE EN MONTAGNE

È lève de l'École des beaux-arts de Nantes (1915-1917) et de l'École des beaux-arts de Paris (1917), Henri-Jacques Le Même travaille successivement avec Pol Abraham, Jacques-Émile Ruhlmann et Pierre Patout. En 1925, il est recommandé par l'industriel Adolphe Beder auprès de la baronne Noémie de Rothschild qui lui commande un chalet à Megève. Dès 1927, il travaille pour la Société française des hôtels de montagne et dresse la même année les plans du chalet de la princesse Angèle de Bourbon sur le mont d'Arbois, toujours à Megève. Le Même est associé par Pol Abraham à la conception du sanatorium de Plaine-Joux (non réalisé) et collabore avec Lucien Bechmann au sanatorium de Praz-Coutant. En 1929, il obtient son diplôme d'architecte pour un projet de chalet à Megève et construit sa propre maison ainsi que l'hôtel Albert 1er, toujours à Megève. Le sanatorium de Roc-des-Fiz (1929), celui de Guébriant (1932) et le sanatorium Martel de Janville (1935), tous trois construits sur le plateau d'Assy à Passy, sont des œuvres conçues en collaboration avec Pol Abraham. Par leur rationalité et leur modernité sans compromission, ces équipements de santé comptent parmi les jalons majeurs de l'architecture contemporaine en France et participent activement à la définition des grands ensembles de logements de l'après-guerre.

Dans la perspective de l'Exposition internationale des arts et des techniques dans la vie moderne de 1937 à Paris, Le Même se voit confier la construction très remarquée du pavillon du Bois français et des pavillons de la Savoie. Son œuvre, extrêmement féconde, faite d'élégance et de sensibilité, se confond de fait avec le développement de l'architecture en montagne. Entre la fin des années 1930 et le lendemain de la seconde guerre mondiale, Le Même reçoit de nombreuses commandes de chalets et d'hôtels à Megève, dont il contribua à façonner la physionomie paysagère. Entre 1942 et 1970, il est conseiller technique du ministère de l'Éducation nationale pour les constructions scolaires et sportives en Savoie et en Haute-Savoie et construit à ce titre de nombreux établissements, qu'il s'agisse des lycées de Briançon (1958-1960), d'Evian (1961-1963, en collaboration) ou encore ceux de Gap (1966-1968) et de Cluses (1966-1968). Son œuvre devait profondément marquer la définition de l'habitation individuelle en montagne dans la première moitié du XXe siècle. Alors que les grandes stations se multiplient dans les années 1960-1970, Megève demeure le symbole de l'art de vivre en montagne d'une société brillante à laquelle Le Même offrit son identité architecturale.

Les figures majeures de l'architecture du XX^e siècle en Rhône-Alpes

MAURICE NOVARINA (1907-2002) LE RÉGIONALISME SYNTHÉTIQUE

Né à Thonon (Haute-Savoie), Maurice Novarina est élève de l'École des beaux-arts de Paris, ingénieur des Travaux publics et architecte diplômé. Architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux, il enseigne à l'École spéciale d'architecture ainsi qu'à l'École nationale supérieure des beaux-arts. Novarina se fait remarquer au début de sa carrière par des œuvres religieuses célèbres, qu'il s'agisse de Notre-Dame-de-Toute-Grâce du plateau d'Assy (1937-1945), élevée en véritable symbole de l'art religieux contemporain par le père Couturier ou encore de l'église du Sacré-Cœur d'Audincourt (Doubs), décorée de vitraux de Fernand Léger. Son œuvre fut extrêmement féconde dans le domaine religieux comme en témoignent l'église Notre-Dame-du-Léman à Thonon (1935), l'église Notre-Dame-des-Alpes à Saint-Gervais-le-Fayet (1938), la chapelle du col de L'Iseran (1939) ou encore l'église Sainte-Bernadette d'Annecy (1966), cherchant à marier pour ce type de construction la modernité formelle à des caractères et des matériaux issus de la construction traditionnelle en

Savoie. Dans les années 1950, Novarina établit de nombreux plans d'extension et d'urbanisme pour Annecy, Besançon, Saint-Quentin-en-Yvelines ou encore pour Villefranche-sur-Saône. Il reçoit d'importantes commandes publiques dans la région dont la maison de la Culture de Thonon-les-Bains (1955) le palais de Justice d'Annecy (1969) et l'hôtel de ville de Grenoble (1969) qui compte pour l'une de ses œuvres les plus puissantes. Sur ce dernier chantier, Novarina fera appel à Jean Prouvé pour la conception du mur-rideau des façades de la haute tour qui domine un bâtiment bas. Il concevra également le Village olympique de Grenoble (1965-1968), vaste entreprise d'urbanisme et d'architecture dont les échelles et les enchaînements furent précisément étudiés. Afin de ménager des immeubles de faible hauteur bordant des voies et des espaces piétonniers au centre du quartier, l'architecte densifiera délibérément la périphérie en construisant des tours de quinze étages. Novarina compte pour l'une des grandes figures de l'architecture de l'après-guerre dans la région Rhône-Alpes. Son œuvre reste à découvrir.

JEAN PROUVÉ (1901-1984)

L'ART DU MÉTAL

Fils d'un peintre et décorateur, Victor Prouvé, qui fut le successeur de Gallé à la tête de l'École de Nancy, Jean Prouvé est né à Paris le 8 avril 1901. À l'âge de 16 ans, il entre en apprentissage chez le ferronnier d'art Szabo à Paris où il réalise ses premiers travaux en fer forgé. En 1923, il s'installe à Nancy comme ferronnier d'art et poursuit des expérimentations sur des techniques innovantes (soudure électrique, pliage) appliquées à de nouveaux matériaux (tôle mince, acier inoxydable). Prouvé explore les propriétés offertes par le pliage dans de multiples utilisations, le mobilier en particulier dont il étudie une multitude de prototypes, attentif à ce que le métal forme à la fois la structure et l'enveloppe des objets. Ses recherches le portent naturellement vers la conception d'éléments de construction standards susceptibles d'être industrialisés. Les extraordinaires potentialités de la tôle pliée devaient trouver de nombreuses applications dans l'architecture comme en témoigne notamment sa collaboration avec Marcel Lods et Eugène Beaudoin lors de la conception de la maison du peuple de Clichy en 1938 (ossature porte-poteau, panneaux de façade avec isolation, cloisons amovibles). Prouvé applique les mêmes critères de recherches à l'habitat individuel et au mobilier : simplicité formelle, économie, solidité, rapidité de montage, flexibilité et mobilité. Les événements de la seconde guerre mondiale lui offre l'occasion de construire en série des « baraques » démontables, conçues en tôle pliée. Dans le cadre de la Reconstruction, Prouvé cherche à susciter des rapprochements en vue d'une production industrielle à grande échelle d'éléments préfabriqués intégrés au secteur du bâtiment. Malgré les éminentes qualités de flexibilité offertes par la tôle pliée, cette perspective échoue. Les ateliers Prouvé, installés dans la banlieue de Nancy, industrialisent une partie de leurs productions (menuiseries, cloisons métalliques, mobilier) afin d'équilibrer le secteur de la recherche de l'entreprise qui prend une importance croissante dans les années 1940-1950. Dans ces années-là, de

nouveaux principes constructifs sont expérimentés (shed, coque, bécuille), le béton armé se conjuguant parfois avec le métal dans des projets de logements individuels et collectifs. Les panneaux sandwich (voile en alliage rainuré, plié et embouti), issus des progrès du façonnage et de mise en œuvre de l'aluminium, trouvent leur première application lors de la conception d'un ensemble H.L.M. à Saint-Jean-de-Maurienne en 1953 (Blanc architecte). En 1955, Prouvé conçoit le pavillon du Centenaire de l'aluminium avec l'ingénieur Hugonet et l'année suivante la nouvelle buvette d'Evian avec Novarina. De nombreuses fabrications demeurent pourtant à l'état de prototype comme la maison de l'abbé Pierre, dite aussi « des jours meilleurs ». En 1957, Prouvé met au point des systèmes de façades légères fondés sur le profil raidissant et ces derniers trouveront de nombreuses applications dans la construction en raison de leur qualité de finition et d'isolation (aérogare d'Orly-sud, 1959 ; hôtel de ville de Grenoble, 1966 ; faculté de médecine de Rotterdam). Les chantiers prestigieux s'enchaînent : Tour-Nobel à Paris-La Défense (1967), aile V de l'UNESCO (1969) et siège du PCF (1970) toujours à Paris. Au début des années 1960, Prouvé conçoit en collaboration deux nouveaux systèmes de construction dont le procédé dit « Tabouret » formé de deux seuls éléments : un poteau et une poutre. Ce dernier système s'illustre notamment au palais des expositions de Grenoble, conçu avec Claude Prouvé en 1968, avant que de mener l'étude des panneaux de façade de l'université de Bron-Parilly (Rhône). Nommé président du jury du concours du futur centre Georges Pompidou en 1971, il imposera le projet de Piano et de Rogers, retrouvant dans cette dernière proposition de nombreux caractères qui guidèrent sa propre démarche depuis les années 1930 (structures en acier, façade-rideau en panneaux modulaires, lisibilité des principes constructifs, flexibilité des espaces intérieurs).

Les enjeux contemporains

LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL DU XX^e SIECLE EN RH

Les premières applications de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques concernant le XX^e siècle sont relatives à la préservation des champs de bataille de la première guerre mondiale. Il faudra véritablement attendre la fin des années 1950 pour que quelques édifices isolés soient protégés au titre des monuments historiques, à l'image du théâtre des Champs-Élysées à Paris, construit par les frères Perret (classé en 1957). La même année, une première liste d'édifices modernes susceptibles de bénéficier d'une protection est dressée avant qu'André Malraux ne donne une véritable impulsion à cette politique en modifiant notamment le cadre législatif pour que la procédure d'inscription s'étende désormais au patrimoine architectural contemporain. En 1963, une commission est chargée d'établir une seconde liste de monuments majeurs du XX^e siècle, posant les fondements d'une réflexion spécifique (choix, techniques, figures majeures), précédant de peu une troisième liste d'édifices regroupés par thèmes, mettant en relief les figures majeures de l'architecture française contemporaine (Guimard, Perret, Le Corbusier, Garnier notamment). Pour autant, longtemps ces spéculations ne touchent pour l'essentiel qu'à l'Île-de-France, à l'exception notable du Havre et de l'école de Nancy. Cette ouverture timide des monuments historiques à l'architecture du XX^e siècle trouve un écho dans la Charte de Venise, adoptée en 1964, qui élargit la notion de patrimoine aux sites urbains et ruraux. La politique soutenue par

Malraux tardera à porter ses fruits, même si certaines œuvres emblématiques sont protégées au cours des années 1960. Les rénovations brutales des centres-villes, à l'image de la démolition controversée des halles de Baltard à Paris en 1971, amènent la prise de conscience d'une nécessaire protection du patrimoine des XIX^e et XX^e siècles. Au milieu des années 1970, les premières campagnes de protection se mettent en place sous l'impulsion de Michel Guy, ministre de la Culture et dès lors, le nombre d'édifices protégés ne cessera de croître. Dans la décennie suivante, la protection du patrimoine du XX^e siècle bénéficie de nombreuses études thématiques et typologiques dans le cadre de campagnes impulsées par le ministère de la Culture. En 1984, la déconcentration de la procédure d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques marque une évolution sensible de la politique de protection. Dans la région Rhône-Alpes, le stade de Gerland construit par Tony Garnier fit l'objet de la première mesure de protection (inscrit en 1967), un an avant l'église Notre-Dame-de-Toute-Grâce du plateau d'Assy (Haute-Savoie). La tour Perret de Grenoble (1925) ne sera protégée qu'en 1975, la même année que la halle des abattoirs de La Mouche (Lyon, Garnier). Le dernier édifice du XX^e siècle qui fit l'objet d'une protection (2002) est l'ancienne condition des soies de Saint-Étienne (1909-1912). Sur près de 40 000 édifices protégés en France, un millier relève de l'architecture du XX^e siècle. Alors que la région Lorraine comporte 115 édifices du XX^e siècle protégés, la région

RHÔNE-ALPES

Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 74, la région Rhône-Alpes n'affiche que 57 unités (soit moins de 6 % des édifices du XXe siècle protégés en France).

Localement, le patrimoine industriel devait payer le prix fort des profondes restructurations économiques des années 1970-2000, qu'il s'agisse des usines de la vallée du Gier (Loire) ou encore celles de l'agglomération lyonnaise, effaçant des jalons entiers du passé industriel des villes. Force est de reconnaître que la notoriété d'un architecte ne suffit pas à préserver l'intégrité de son œuvre et la réhabilitation de la halle de La Mouche (1988) comme du quartier des États-Unis (1983-1995) ne fait pas oublier la démolition des abattoirs et les transformations successives du stade de Gerland. Les politiques de développement économique et de rénovations urbaines menées ces vingt dernières se sont refusées de considérer certaines réalisations comme des éléments du patrimoine du XXe siècle à conserver. En ce domaine, il n'est que de considérer les démolitions spectaculaires intervenues dans les grands ensembles de l'après-guerre (barre Ninon-Vallin à Valence, 1988 ; tours des Minguettes à Vénissieux, 1983-1994 ; « muraille de Chine » à Saint-Étienne, 1999 ; barre de La Duchère à Lyon, 2003). Au-delà de la seule protection par inscription, classement, mise en place de label XXe siècle et de Z.P.P.A.U.P. (Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager), l'étude et l'éducation à l'architecture demeurent les meilleures garanties d'une véritable prise de conscience collective en faveur du patrimoine contemporain.

1. Lyon - stade de Gerland

Architecte : Tony Garnier, 1913-1919, transformations : René Gâgès, 1984 – Atelier de la Rize, 1996-1998

Inscription à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1967

2. Grenoble – tour d'orientation de l'exposition internationale de la Houille Blanche

Architecte : Auguste Perret, 1925

Inscription à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1975



Les enjeux contemporains

L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE

Dans un contexte de fort développement et d'intelligence technologique, tirailée entre des choix énergétiques nationaux qui lui échappent (implantation de quatre sites nucléaires de première importance, couloir rhodanien de la chimie classé Seveso) et une volonté farouche de préserver son capital naturel, Rhône-Alpes a composé avec ses espaces naturels au cours du XXe siècle. Un dynamisme de progrès cohabite avec une conscience écologique précoce, portée par ses habitants mais également par un tourisme lié aux qualités curatives de ses eaux, de l'air, de la campagne et de la montagne, de l'ensoleillement des départements méridionaux. Précurseurs de cette pensée écologique, les architectes du mouvement moderne ont manifesté leur attachement aux sites dans des petits bâtiments aussi bien que dans de grandes réalisations. Charlotte Perriand gravit les montagnes et met en place à titre expérimental son « refuge-bivouac » sur la crête du Mont Joly en Haute-Savoie tandis que Le Corbusier foule avec le père Couturier les pâturages des Monts du Lyonnais pour y poser le Couvent Sainte-Marie de la Tourette « depuis le ciel », s'inscrivant en cela dans l'idée de son maître Tony Garnier, génial concepteur d'une cité industrielle à l'échelle de l'homme, au confluent du Rhône et de la Saône, rendue « radieuse » par l'importance attribuée à l'ensoleillement des appartements. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la question du logement est au centre de toutes les réflexions des architectes et des urbanistes. Contre le conformisme ambiant de la reconstruction, le premier plan vert de Firminy (Charles Delfante urbaniste, Marcel Roux, André Sive, Jean Kling, de 1953 à 1957) poursuit l'ambition d'offrir un environnement décent aux relogés, bien que s'inscrivant dans un site difficile. Plus tard, l'explosion du tourisme amène de grands noms de l'architecture, tels Guy Rey-Millet, Bernard Taillefer, Alain Taves ou encore Pierre Faucheux, à densifier la montagne pour la préserver d'une urbanisation incontrôlée en tache d'huile (station de ski Les Arcs). Pour autant, ce n'est que dans les années 1970 que la recherche d'alternatives énergétiques produit une architecture nouvelle, souvent solaire et expérimentale avant que les conséquences du choc pétrolier n'amènent

en 1993 la définition du concept de Haute Qualité Environnementale (H.Q.E.). Le siège de Total Énergie à La Tour-de-Salvagny dans le Rhône révèle la dimension architecturale de ses panneaux photovoltaïques intégrés ici dans la composition des façades. Du côté des matériaux, le métal, le bois, la pierre et la brique, matériaux dits écologiques, se diffusent dans la construction sans pour autant détrôner le béton armé. Le souci environnemental allié à la création architecturale s'exprime en Rhône-Alpes dans les parcs naturels régionaux, qui valorisent une architecture contemporaine de qualité (Écopôle du Forez dans le parc du Pilat), à la ville nouvelle de l'Isle d'Abeau (Isère) et son village en terre qui a réhabilité le pisé, dans des équipements qui utilisent de plus en plus le bois (Lycée privé Gautier de Ressins à Nandax - Loire - et lycée du Moyen Grésivaudan à de Villard-Bonnot - Isère) ou encore dans la vallée du Rhône qui accueille de nouvelles formes technologiques comme les éoliennes. Alors que la charte d'Athènes (1933) considérait le soleil, l'espace, la verdure, l'air, le silence et la lumière comme les éléments « une manière de penser l'homme moderne entre la pénurie et le superflu », le sommet de Rio (1992) puis le sommet de Johannesburg (2002) reconsidèrent les rapports de l'architecture à l'environnement et au cadre de vie du XXe siècle : l'eau et l'assainissement, l'énergie, la productivité agricole, la biodiversité et la gestion des écosystèmes tout autant que la santé constituent cinq domaines particuliers où des résultats concrets, aussi essentiels que réalisables, sont attendus pour les années à venir. Un urbanisme « durable » et une architecture de qualité en sont les éléments indissociables.



1



2



3

1. Chambéon (Loire) – écopôle du Forez Architecte : Atelier de l'Entre, 1995
2. Oullins (Rhône) – laboratoire des douanes et de la répression des fraudes Architecte : Jacques Ferrier, 1998-2000
3. Lyon – immeuble de bureaux EDF Architectes : AA Dumétier et Gautier architectes, 2001

Architecture du XXe siècle en Rhône-Alpes

Exposition et journal de l'exposition

d'après le Guide Rhône-Alpes d'architecture du XXe siècle, Bernard Marrey, Éditions Picard et URCAUE Rhône-Alpes, 2004.

Production et réalisation : Union régionale des CAUE Rhône-Alpes, coordonnées par Catherine Grandin-Maurin, directrice du CAUE du Rhône

Commissaire de l'exposition : Philippe Dufieux

Textes : Philippe Dufieux, Catherine Grandin-Maurin

Cartographie : latitude-cartagène 2004

Crédits photographiques de l'exposition : Alain Ceccaroli, Arnaud Rinuccini, Daniel Vallat, Pierre Vallet,

Fonds photographique du CAUE du Rhône et de l'URCAUE, Mario Botta, Christian Drevet, Philippe

Dufieux, Bernard Paris.

Crédits photographiques journal de l'exposition : CAUE de l'Ain : 15, 35 - CAUE du Rhône : 25 - Alain

Ceccaroli : 9, 19, 29, 37 - Christian Drevet : 8 - Médiathèque EDF (Antoine Gonin) : 31 - Bernard Marrey :

16, 31 - Daniel Vallat : 7, 11, 12, 14, 15, 16, 20, 22, 23, 32, 36, 37, 47, 49 - Pierre Vallet : 7, 8, 13, 18,

19, 20, 25, 26, 27, 29, 31, 32, 35 - Arnaud Rinuccini : 16, 20, 47.

Inventaire : Bernard Marrey / Walter Acchiardi, directeur-adjoint du CAUE 26 - Valérie Azzedine-Fischer,

architecte - Hélène Benaud, architecte de Bâtiments de France - Stéphane Bononi, architecte - Denis

Boussant, architecte - Cécile Cornu, architecte - Yan Cozon, architecte - Charles Doron, architecte -

Philippe Dufieux, historien de l'art - Bruno Dumétier, architecte - Arnault Dutheil, directeur du CAUE 74 -

Patrick Fifre, directeur du CAUE 07 - Patrice Flambaux, architecte - Michèle Frémaux, architecte - Serge

Gros, directeur du CAUE 38 - Christian Le Dain, urbaniste - Bruno Lugaz, directeur du CAUE 73 - Pierre-

Albert Perrillat, architecte - Franck Rambert, architecte - Max Rolland, architecte - Thierry Saunier, archi-

tecte - Nicole Singier, directrice du CAUE 01 - Jacques Sordoillet, architecte - Jacques Yves, architecte.

Conception graphique/mise en page de l'exposition : Daniel Vallat, Xavier Guillon, Bertrand Jayr

Conception graphique/mise en page du journal : Mathilde Leca, Xavier Guillon, Bertrand Jayr

Coordination administrative : Béatrice Cohen et Sylvie Jendrzyszczak

Documentation : Jocelyne Vallet et Christine Archinar

Remerciements à : Bernard Marrey, écrivain - Isabelle Arnaud-Descours, chargée de mission Culture,

Conseil régional Rhône-Alpes - Yves Belmont, conseiller à l'architecture DRAC Rhône-Alpes - Dominique

Bertin, maître de conférences Université Lyon 2 - Mario Bonilla - Anne-Sophie Cléménçon, chercheur -

Françoise Lapeyre-Uzu conservateur régional de l'Inventaire, Drac Rhône-Alpes.

Ainsi qu'à Abraham Benghio puis Richard Lagrange, Directeurs régionaux de la DRAC Rhône-Alpes - Jean-

Jack Queyranne, Président du Conseil régional Rhône-Alpes - Madame Bernadette Laclais, Vice-Présidente

à la Culture au Conseil régional Rhône-Alpes - Paul Delorme, Président de l'URCAUE Rhône-Alpes -

Georges Bescher - Georges Etallaz - François Peillex - Jean-Luc Piolet - Alexandre Tachdjian - Jean Claude

Tournayre - présidents des CAUE de Rhône-Alpes pour leur confiance et leur soutien dans ce projet.

Impression et réalisation des panneaux de l'exposition : Acto - Totem et Signaux

Impression du journal de l'exposition : IDMM

Union régionale des CAUE Rhône-Alpes

Constitués en Union Régionale depuis juillet 1983, les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Rhône-Alpes partagent leurs expertises, échangent, montent des projets aussi riches et variés que leur permet le territoire de Rhône-Alpes. De leurs différences, ils ont acquis la maîtrise de l'écoute, de leur sensibilité commune, la pertinence du choix de leurs actions régionales, aussi bien sur le thème de l'inventaire des patrimoines contemporains, des parcs et des jardins, la sensibilisation des jeunes publics à l'architecture, l'approche des matériaux traditionnels (pisé, bois) pour de nouveaux usages ainsi qu'une réflexion spécifique sur l'évolution contemporaine des espaces urbains et ruraux. L'Union régionale des CAUE est sollicitée sur des questions d'actualité : diagnostic des bâtiments ferroviaires de la région, gîtes de caractères et développement touristique régional, qualité et valorisation des espaces publics, développement durable et haute qualité environnementale, paysage futur des éoliennes. L'assistante architecturale et urbaine que les CAUE assurent dans leur département pour les particuliers, les communes, les communautés de communes, les contrats de développement globaux font d'eux des partenaires obligés du cadre bâti, en travaillant avec l'ensemble des professionnels qu'ils soient architectes, urbanistes, paysagistes, mais aussi constructeurs, entrepreneurs ou encore artisans. Leurs liens avec les trois écoles d'architecture de Rhône-Alpes les positionnent également sur les sujets de la recherche contemporaine.

CAUE DE L'AIN

34, rue du Général Delestraint
01000 Bourg-en-Bresse
T. 04 74 21 11 31
e-mail : contact@caueain.com

CAUE DE L'ARDECHE

6, cours du Palais – BP 101
07001 Privas
T. 04 75 64 36 04
e-mail : caue-07@wanadoo.fr

CAUE DE LA DRÔME

44, rue des Faventines –
BP 1022
26010 Valence cedex
T. 04 75 79 04 03
e-mail : caue@dromenet.org

CAUE DE L'ISERE

22, rue Hébert
38000 Grenoble
T. 04 76 00 02 21
e-mail : info@caue-isere.org

CAUE DU RHÔNE

6bis, quai Saint-Vincent
69283 Lyon cedex 01
T. 04 72 07 44 55
e-mail : caue69@caue69.fr

CAUE DE LA SAVOIE

2, rue de la Trésorerie
BP 1802
73018 Chambéry
T. 04 79 96 74 16
e-mail : caue.savoie@libertysurf.fr

CAUE DE LA HAUTE SAVOIE

6, rue des Alouettes – BP 339
74008 Annecy cedex
T. 04 50 88 21 10
e-mail : caue74@caue74.fr

AIN - ARDÈCHE - DRÔME - ISÈRE - LOIRE - RHÔNE - SAVOIE - H^{TE}-SAVOIE

